

REPUBLIQUE DU BENIN
FRATERNITE-JUSTICE-TRAVAIL

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES



DIRECTION DE LA PREVISION ET DE LA CONJONCTURE

EFFETS DE LA FLAMBEE DES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET PETROLIERS DE LA PERIODE 2010-2011 SUR L'ECONOMIE BENINOISE



Février 2012

SOMMAIRE

SOMMAIRE	i
LISTE DES GRAPHIQUES	ii
LISTE DES TABLEAUX	iii
SYNTHESE	1
INTRODUCTION	2
I. ANALYSE DE L'EVOLUTION DES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET PETROLIERS	5
I.1 Les crises alimentaires et pétrolières avant 2010.....	5
I.2 Evolution de l'indice harmonise des prix a la consommation	8
I.3 Evolution du prix des produits alimentaires et pétroliers	9
II. IMPACT DE LA FLAMBEE DES PRIX SUR LA PERFORMANCE DES ENTREPRISES BENINOISES.....	16
II.1. Analyse descriptive des effets de la flambée des prix des produits alimentaires	16
II.2. Impact de la hausse des prix des produits alimentaires sur le chiffre d'affaires et la réaction des chefs d'entreprise	22
III. IMPACT DE LA HAUSSE DES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES SUR LA CONSOMMATION DES MENAGES	27
III.1. Caractéristiques socioéconomiques des ménages	27
III.2. Habitudes de consommation et aptitudes de substitution des ménages	31
IV. IMPACTS MACROECONOMIQUES DE LA HAUSSE DES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET PETROLIERS SUR L'ECONOMIE NATIONALE ET MESURES DE POLITIQUE ECONOMIQUE	37
IV.1 Impact de la hausse des prix des produits alimentaires et pétroliers sur le cadre macroéconomique	38
IV.2 Proposition de mesures de politiques économiques	41
CONCLUSION	43
ANNEXES	44
Annexe 1 : CARACTERISTIQUES DES MENAGES (SUITE)	44
Annexe 2 : NOTES SUR LE PROGRAMME DE VÉRIFICATION DES IMPORTATIONS-NOUVELLE GÉNÉRATION (PVI-Nouvelle Génération).....	46
Annexe 3 : Méthodologie d'échantillonnage : volet entreprise	49
Annexe 4 : Questionnaire entreprise.....	50
Annexe 5 : Questionnaire boulangerie	56
Annexe 6 : Méthodologie d'échantillonnage : volet ménage	60
Annexe 7 : Questionnaire ménage	62
EQUIPE DE REDACTION	71

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique n° 1 : Evolution en glissement annuel de la fonction « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » de l'IHPC	9
Graphique n° 2 : Evolution en glissement annuel des indices de la farine de blé et de la structure des importations	10
Graphique n° 3 : Evolution en glissement annuel des indices du maïs et structure des importations	11
Graphique n° 4 : Evolution en glissement annuel des indices du riz.....	11
Graphique n° 5 : Evolution en glissement annuel des indices du sucre et structure de l'importation.....	12
Graphique n° 6 : Evolution en glissement annuel des indices des prix des huiles alimentaires et structure des importations en huile de palme	13
Graphique n° 7 : Evolution du cours du pétrole de 2010 à 2011.....	15
Graphique n° 8 : Evolution en glissement annuel des indices des prix de l'essence ordinaire et du gas-oil.....	15
Graphique n° 9 : Répartition de l'échantillon suivant les produits importés.....	17
Graphique n° 10 : Destination des importations	18
Graphique n° 11 : Source d'approvisionnement des boulangeries.....	19
Graphique n° 12 : Appréciation de l'évolution des prix depuis juin 2010	19
Graphique n° 13 : Réaction des boulangeries	19
Graphique n° 14 : Réduction de la marge de bénéfice	20
Graphique n° 15 : Ajustement des prix de cession par unité de gros	21
Graphique n° 16 : Evolution de l'ICA, de juin 2010 à décembre 2011	Erreur ! Signet non défini.
Graphique n° 17 : Répartition par genre de la population enquêtée.....	27
Graphique n° 18 : Niveau d'instruction des chefs de ménage.....	27
Graphique n° 19 : Répartition des ménages selon la situation d'occupation du chef.....	28
Graphique n° 20 : Situation dans le secteur d'occupation des chefs de ménage	29
Graphique n° 21 : Répartition des ménages selon l'occupation principale	29
Graphique n° 22 : Répartition des ménages selon le revenu mensuel	29
Graphique n° 23 : Répartition de l'échantillon selon le niveau d'instruction par département.....	30
Graphique n° 24 : Nombre de repas pris par jour.....	31
Graphique n° 25 : Repas consommés selon le nombre de repas pris	31
Graphique n° 26 : Type de produits consommés par les ménages	32
Graphique n° 27 : Sources d'approvisionnement des produits consommés par les ménages	32
Graphique n° 28 : Variation des repas pendant la hausse des prix.....	34
Graphique n° 29 : Mode d'approvisionnement des ménages	36
Graphique n° 30 : Répartition des ménages selon l'accès à l'eau potable	44

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Appréciation des prix des produits importés.....	17
Tableau 2 : Hausse moyenne par produit.....	17
Tableau 3: Principaux clients des entreprises.....	18
Tableau 4 : Croisement ajustement des prix de cession par unité de gros et réduction de la marge de bénéfice	21
Tableau 5 : Evolution du prix du sac de la farine de blé.....	22
Tableau 7 : Répartition des ménages selon le mode d'éclairage	44
Tableau 8 : Répartition des ménages selon l'accès aux services de santé	45
Tableau 9 : Répartition de l'échantillon	60

SYNTHESE

Au cours de la période de juin 2010 à décembre 2011, le niveau général des prix s'est inscrit à la hausse. En effet, l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), à fin décembre 2011, se situait à 106,9 contre 104,0 en juin 2010, soit une hausse de 2,8%. Sur le marché intérieur, les prix du riz, du sucre, de l'huile, du maïs et du blé ont connu des hausses respectives de 38%, 44%, 25%, 29% et de 31% par rapport à leur niveau de juin 2010.

Les recherches se sont appuyées sur des analyses descriptives, tant unidimensionnelles que multidimensionnelles, ainsi que sur des analyses économétriques. Un modèle de régression logistique multinomiale est utilisé pour appréhender l'évolution du chiffre d'affaires des entreprises pendant la crise.

Les estimations indiquent que la variation de la marge bénéficiaire au-delà de 10% augmente plus la probabilité que le chiffre d'affaires des entreprises évolue à la baisse qu'à la hausse. Aussi, la variation relative du prix de cession n'affecte pas la probabilité que les chefs d'entreprise subissent une hausse ou une baisse de leur chiffre d'affaires. De même, plus une entreprise vend des produits importés, plus elle est susceptible de constater une évolution à la baisse de son chiffre d'affaires.

Les ménages les plus touchés par cette hausse des prix résident dans les départements de l'Atacora, de l'Alibori, de la Donga, de l'Atlantique, des Collines, du Mono et du Couffo. Ils sont des ménages ayant au plus le niveau primaire, un revenu annuel n'excédant pas 50 000 FCFA, et dont le chef est un travailleur indépendant ou un tâcheron. 20% des ménages enquêtés substituent certains produits consommés à d'autres pour assurer la ration quotidienne. Mais, l'analyse des résultats montre qu'il s'agirait plus des produits complémentaires qu'une véritable substitution. En effet, les ménages font recours, pour la plupart des cas, au produit principal comme faisant partie de l'ensemble de leurs propres substituts.

Au plan macroéconomique, la hausse des prix des produits alimentaires et pétroliers a induit une baisse de la consommation finale des ménages aussi bien en 2010 qu'en 2011. Cette baisse de la consommation finale des ménages s'est répercutée sur le taux de croissance de l'économie nationale, entraînant ainsi une dégradation de la pauvreté au cours de la période d'étude.

INTRODUCTION

1. CONTEXTE

Depuis 2007, l'économie mondiale est affectée par diverses crises économiques. Ces différentes crises (alimentaire en 2007, économique et financière en 2008) ont eu des répercussions sur les économies des pays en développement, en particulier celle du Bénin.

Au cours du second semestre 2010, les prix des produits alimentaires ont fortement augmenté pour se rapprocher de leur niveau de 2008. En effet, l'indice des prix alimentaires de la Banque Mondiale a augmenté de 15%, entre octobre 2010 et janvier 2011, et se situe seulement à 3% en dessous de son niveau record de 2008.

Les principaux produits alimentaires concernés par cette hausse des prix sont : le blé, le maïs, le sucre et les huiles alimentaires. Ces produits représentent des biens de grande consommation au Bénin.

Les prix mondiaux du blé ont plus que doublé, de juin 2010 à février 2011 à cause d'une série de chocs climatiques dans plusieurs pays producteurs, suivie, dans certains cas, de restrictions sur les exportations, réduisant l'offre de blé.

S'agissant du maïs, l'évolution des prix dépend du niveau des récoltes dans les pays. Les pays d'Afrique subsaharienne ont bénéficié d'excellentes récoltes, ce qui a entraîné des baisses importantes de prix. En Amérique Latine, la sécheresse a entraîné une baisse de la production de maïs et une hausse des prix, en particulier au Brésil et en Argentine.

Les prix du sucre ont considérablement augmenté depuis juin 2010, en raison de la baisse de l'offre brésilienne¹ et des chocs climatiques en Australie. Les conditions climatiques ont été également à l'origine de la hausse des prix des huiles alimentaires : d'une part, les périodes prolongées de sécheresse liées à l'impact de la Nina² ont réduit le rendement du soja pour le Brésil et l'Argentine, qui représentent à eux deux 45% environ des exportations de soja ; d'autre part, les inondations dans le sud de la Malaisie et en Indonésie ont nui aux récoltes d'huile de palme.

Au Bénin, l'analyse de l'inflation, au niveau de la fonction « Produits alimentaire et boissons non alcoolisées », montre que les prix des produits alimentaires ont enregistré une

¹ Le Brésil est le premier exportateur de sucre au monde

² Phénomène naturel caractérisé par une anomalie négative de la température de surface de la mer dans la région du pacifique équatorial

augmentation considérable au cours de la période concernée. Par ailleurs, les prix du maïs, du sucre et des huiles alimentaires ont enregistré une évolution à la hausse, de juin 2010 à février 2011.

Cette hausse progressive constatée pourrait s'expliquer aussi bien par les effets de la crise alimentaire mondiale que par l'impact des inondations sur la production agricole. Cependant, le prix du blé, sur le marché national, s'est contracté par rapport au prix pratiqué l'année antérieure. La hausse des prix du blé, observée à l'échelle mondiale, ne se serait donc pas encore répercutée sur le marché béninois.

Ces analyses sommaires montrent que la crise alimentaire mondiale pourrait affecter directement ou indirectement le niveau des prix au Bénin. Ainsi, le pouvoir d'achat des ménages serait érodé, engendrant d'éventuelles crises sociales.

De même, l'estimation des effets économiques de la hausse des prix mondiaux des produits alimentaires, pétroliers et du coton constitue une préoccupation majeure du Gouvernement, au regard des conséquences possibles sur la stabilité du cadre macroéconomique.

De ce fait, il importe que les caractéristiques et les différents canaux de transmission de la crise soient étudiés de façon plus approfondie. La présente étude, initiée par le Ministère de l'Economie et des Finances, s'inscrit dans ce cadre.

2. OBJECTIFS

L'objectif global de cette étude est d'analyser l'impact de la flambée des prix des produits alimentaires et pétroliers de la seconde moitié de l'année 2010 sur l'économie béninoise.

De façon spécifique, il s'agit :

- d'identifier les causes de la flambée des prix des produits alimentaires et pétroliers ;
- de déterminer les différents canaux de transmission de ces crises à l'économie béninoise ;
- d'évaluer l'impact de ces crises sur le cadre macroéconomique et les conditions de vie des ménages au Bénin.

3. METHODOLOGIE

Pour atteindre les objectifs cités ci-dessus, les travaux se sont appuyés sur des analyses descriptives, tant unidimensionnelles que multidimensionnelles, ainsi que sur des analyses

économétriques. Un modèle de régression logistique multinomiale est utilisé pour appréhender l'évolution du chiffre d'affaires des entreprises pendant la crise.

Les données utilisées sont à la fois des données secondaires et des données primaires provenant de deux enquêtes (enquêtes ménage et entreprise) réalisées par la Direction de la Prévision et de la Conjoncture.

L'enquête « ménages » s'est déroulée dans les principales villes du Bénin auprès d'un échantillon représentatif de 1816 ménages.

S'agissant de l'enquête « entreprises », les données utilisées, dans le cadre de cette mission, sont des données primaires collectées auprès d'un échantillon de 150 entreprises importatrices de produits alimentaires, extrait de la base des entreprises du Ministère en charge du Commerce. Ces entreprises ont été choisies, en fonction du type de produits importés et du niveau de leurs affaires. De plus, une enquête spécifique a été organisée auprès de 80 boulangeries de Cotonou et environ pour mieux cerner la question du blé/farine de blé.

Les entreprises composant l'échantillon se trouvent réparties dans les zones à forte attraction économique que sont Cotonou, Porto-Novo et Abomey-Calavi. Les détails de la méthode d'échantillonnage sont présentés en Annexe 5.

4. *STRUCTURE DU RAPPORT*

Cette étude se subdivise en quatre parties. La première porte sur l'analyse de l'évolution des prix des produits alimentaires et pétroliers au Bénin. La deuxième partie aborde les effets de la hausse des prix sur la performance des entreprises béninoises. La troisième partie traite du comportement des ménages face à la hausse des prix. La quatrième partie aborde l'impact de la crise sur le cadre macroéconomique au Bénin et les propositions de mesures de politiques économiques.

I. ANALYSE DE L'EVOLUTION DES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET PETROLIERS

Cette première partie se propose de faire l'état des lieux des crises similaires, d'étudier l'évolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), d'apprécier l'évolution des prix des produits alimentaires et pétroliers au cours de la période, en se basant sur des données structurelles et les statistiques conjoncturelles disponibles en 2011.

I.1 LES CRISES ALIMENTAIRES ET PETROLIERES AVANT 2010

L'ère des grands chocs pétroliers connus à l'échelle mondiale a démarré avec les crises pétrolières de 1973 et de 1979 qui ont suscité un certain nombre d'études qui se sont intéressées à la relation entre prix du pétrole et activité économique. Pendant plus de trente ans, des travaux multiples ont été consacrés à la question des chocs pétroliers et ont suscité un vif débat autour de l'importance de ces chocs sur les économies africaines. Ces deux grandes crises étaient liées à la rupture d'approvisionnement. Les retombées de ces crises sur les économies africaines se sont fait remarquer jusqu'à la fin des années 80.

Mais au début du XXI siècle, la nouvelle grande flambée du prix du pétrole a été constatée à partir du second semestre 2003, où le prix du baril est passé de 27 dollars en juillet 2003 à 70 dollars le baril en août 2006. Cette tendance des prix du pétrole a suscité l'inquiétude des pays importateurs nets qui gardent encore en souvenir les retombées négatives sur leurs activités économiques, des chocs pétroliers de 1973 et 1979. A la différence des premières crises qui étaient plus liées à la rupture d'approvisionnement, celle-ci était la conséquence d'un enchaînement de « mini-chocs » dans un contexte marqué par une augmentation significative de la demande mondiale de pétrole, en lien avec la reprise économique mondiale. Selon l'Agence Internationale de l'Energie (AIE), la croissance de la demande globale de pétrole brut s'est établie à 03,9% en 2004 après 01,9% en 2003, 00,5% en 2002 et une moyenne de 01,5% depuis 1985. La demande de la Chine, de l'Inde et du Moyen-Orient a représenté plus de 56% de la hausse de la consommation de 2001 à 2007 et ce, en relation avec l'industrialisation et l'urbanisation qui stimulent vivement la demande d'électricité d'origine pétrolière. Dans certains pays, la poussée de la demande de pétrole résulte aussi de la politique économique, surtout là où les prix internes sont déconnectés des cours mondiaux parce que subventionnés, comme dans les pays exportateurs.

Outre ce dynamisme constaté au niveau de la demande, le boom du marché pétrolier était également dû au fait que l'offre met du temps à s'ajuster à la progression de la demande. Les difficultés structurelles sont marquées dans le domaine du pétrole, où la croissance des capacités de production, en réponse à la hausse persistante des cours, a été insuffisante au cours de la période.

Ces facteurs liés à l'offre et à la demande n'expliquent pas l'intégralité du phénomène de la flambée des prix. La recrudescence des incertitudes géopolitiques, à l'instar des agitations sociales en Equateur qui ont conduit à une suspension des exportations, les troubles au Nigeria, la crainte d'un changement de régime en Arabie Saoudite (premier producteur de pétrole), à la suite du décès du roi Fahd, la menace par l'Iran de développer ses activités nucléaires et les menaces d'interruption des livraisons vers les Etats-Unis en provenance du Venezuela ont joué un rôle important dans le renchérissement des prix de l'or noir.

La plus récente crise pétrolière a été celle de 2007 due, en grande partie, à la demande de pétrole de la part de l'Asie de l'Est, spécialement de la Chine. En effet, le modèle de croissance emprunté par la Chine, avec son vaste programme d'infrastructures et le rattrapage de revenu de sa population, est un facteur déterminant de la croissance à long terme de la demande mondiale de pétrole. En plus de cette forte demande, les ruptures observées dans les pays producteurs de pétrole, et les contraintes au niveau de la capacité de production des raffineries, ont suscité des tensions supplémentaires sur le marché du pétrole.

L'économie béninoise, de par la dynamique de ses importations en produits pétroliers, a subi les effets de cette crise, avec pour conséquence l'évolution des prix intérieurs en 2007 et 2008. Cette hausse généralisée des prix, observée en 2007 et en 2008, a été tirée principalement par l'envolée des prix des produits pétroliers.

L'inflation au Bénin était ressortie à 01,3% en 2007 et à 07,9% en 2008, dépassant ainsi la limite des 03% autorisée par le Pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité de l'UEMOA. Les causes de cette hausse du niveau général des prix, en fin d'année 2008, sont aussi bien d'ordre interne qu'externe. Sur le plan interne, la hausse observée est accentuée par les événements conjoncturels suivants : (i) les inondations et les poches de sécheresse notées par endroits au cours de la campagne agricole 2007/2008 qui ont affecté la production agricole, notamment la production céréalière avec une baisse de 14% ; (ii) l'exportation des céréales vers les pays limitrophes proposant des prix plus attractifs ; (iii) la sortie de plus en plus marquée du cheptel béninois, notamment les ovins et les bovins, en

direction du Nigeria où les conditions de rémunération sont plus attrayantes, créant une raréfaction de la viande sur le marché national.

Sur le plan externe, la hausse des prix constatée est, pour une large part, due à la flambée des prix de certains produits de grande consommation sur le marché international, notamment le blé et les produits laitiers. Face à cette situation, le Gouvernement a pris un ensemble de mesures socio-économiques visant à atténuer l'incidence de cette poussée inflationniste sur le panier de la ménagère. Mais à l'évidence, force a été de constater que ces différentes mesures successives prises par le Gouvernement n'ont pas produit tous les effets escomptés.

Encadré n° 1: Mesures de politiques économiques prises par le Gouvernement

Face à la flambée des prix, le Gouvernement a pris des mesures qui portent à la fois sur les produits importés et les produits locaux.

En ce qui concerne les produits importés, notamment les produits de grande consommation, à savoir, le blé, la farine du blé, le riz blanchi, le lait, le sucre, les pâtes alimentaires, la tomate, les matériaux de construction tels que le ciment, le clinker, les sacs d'emballage de ciment, le fer à béton et les produits pétroliers, l'Etat a décidé de la détermination de valeurs mercuriales devant servir de base aux calculs des prélèvements douaniers et fiscaux, dans le but de ramener et de maintenir leurs prix à leurs niveaux d'avant les hausses. Ce faisant, l'Etat renonce à la perception d'une part substantielle des recettes douanières et fiscales auxquelles sont assujettis ces produits. Par ce procédé, le Gouvernement, non seulement détermine les prix à pratiquer aux niveaux gros et détails, mais également en assure le contrôle de l'application sur nos marchés.

S'agissant des produits locaux, les mesures prises concernent : (i) le déblocage immédiat, au profit de l'ONASA, de la somme de quatre cent quatre vingt millions (480 000 000) de francs CFA pour la constitution de stocks tampons de produits vivriers, notamment le maïs et le sorgho dans les zones de production ayant dégagé des excédents commercialisables ; (ii) la promotion diligente de la production végétale à cycle court, notamment la pomme de terre, le riz, le maïs, les produits maraîchers et (iii) l'étude en vue de l'homologation, dans les villes de Cotonou et Porto-Novo, de la structure des prix de la viande de bœuf et de mouton afin de circonscrire la spéculation qui s'observe dans ce secteur.

L'étude portant « Impact des crises alimentaire et énergétique sur la stabilité du cadre macroéconomique et sur la pauvreté » réalisée par la Direction Générale des Affaires Economiques en 2008 a montré que les causes des crises alimentaire et énergétique au Bénin ont été de deux (02) catégories. Il s'agissait des facteurs qui ont affecté l'offre des produits alimentaires et des facteurs ayant influé sur l'offre de l'énergie.

Pour ce qui concerne la crise alimentaire, les facteurs qui ont affecté l'offre des produits alimentaires, au plan national, se résument essentiellement aux changements climatiques et à

l'accroissement des prix des produits pétroliers, avec pour corollaire l'augmentation des coûts de production et du transport des produits agricoles.

S'agissant de la crise énergétique, les facteurs ayant agi sur l'offre de l'énergie au Bénin proviennent de la grande dépendance énergétique du pays vis-à-vis de l'extérieur, notamment la Volta Region Authority (VRA) au Ghana et la Compagnie Ivoirienne d'Electricité (CIE). Les perturbations climatiques ont été à la base de la crise parce qu'elles ont causé une baisse considérable du niveau de l'eau du barrage de Nangbéto.

Par ailleurs, il ressort de l'étude que, du point de vue microéconomique, la crise alimentaire a affecté la production des industries agroalimentaires, à travers la baisse du chiffre d'affaires en 2007 et 2008. Cette baisse du chiffre d'affaires ne traduit que la baisse de la production car les prix pratiqués par les entreprises étaient en hausse au cours de la période. Sur le plan macroéconomique, les simulations ont indiqué que la perte de croissance imputable à la crise alimentaire est de 01,6 point, toutes choses égales par ailleurs.

La crise énergétique a entraîné, sur le plan microéconomique, une augmentation de l'ordre de 11 points de pourcentage de la part de l'énergie dans le coût de production sur la période 2005-2008. Du point de vue macroéconomique, les simulations ont montré que la crise énergétique a causé une perte de croissance de 01,4 point en 2007 et 01,1 en 2008. Les effets de la crise énergétique sur les finances publiques sont estimés à 27 milliards de FCFA pendant les sept (07) premiers mois de l'année 2008.

Une évaluation des effets combinés a montré que lesdites crises ont engendré une perte de croissance de 02 points et ont contribué à une hausse de l'inflation de 03 points.

Enfin, les résultats de cette étude ont montré que les crises alimentaire et énergétique ont contribué à relever le niveau de la pauvreté en 2007 et en 2008. Ce qui s'est traduit par une augmentation de 00,8 point de l'incidence de la pauvreté en 2007, avec un impact beaucoup plus prononcé en milieu urbain. En 2008, cette incidence de la pauvreté a augmenté de 03,3 points, essentiellement dans le milieu rural.

1.2 EVOLUTION DE L'INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION

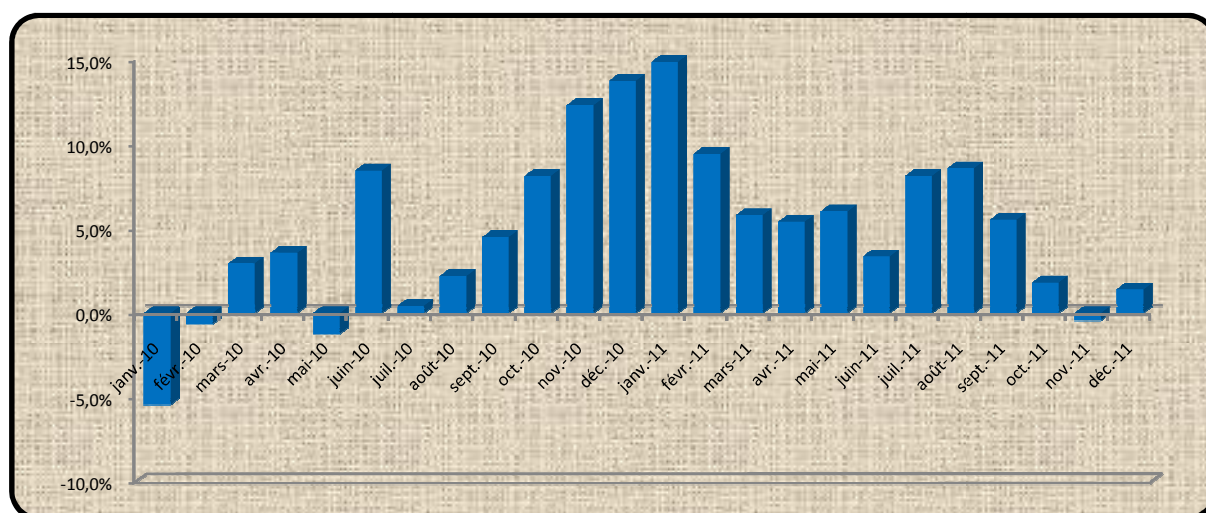
Au cours de la période de juin 2010 à décembre 2011, le niveau général des prix s'est inscrit en hausse. En effet, l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) à fin décembre 2011 se situait à 106,9 contre 104,0 en juin 2011, soit une hausse de 02,8%. La fonction de consommation ayant contribué à cette hausse est principalement : "Produits alimentaires et

boissons non alcoolisées" (01,4%), "Transports" (04,6%), "Restauration et hôtel" (02,8%) et "Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants" (02,2%).

L'indicateur de convergence dans l'espace UEMOA, qui permet de situer le niveau des prix par rapport au seuil communautaire de 03%, s'est inscrit en dessous de cette norme. Il s'est affiché à 02,7% à fin décembre 2011.

L'analyse de l'inflation, au niveau de la fonction « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées », montre une augmentation en glissement des prix sur la période concernée. Cette hausse progressive pourrait s'expliquer par : (i) les effets de crise alimentaire mondiale ; (ii) l'impact des inondations sur la production agricole et (iii) des spéculations issues de la mise en application du PVI-NG.

Graphique n° 1 : Evolution en glissement annuel de la fonction « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » de l'IHPC



Source : Réalisé sur la base des données de l'INSAE

1.3 EVOLUTION DU PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET PETROLIERS

▪ Cas des produits alimentaires

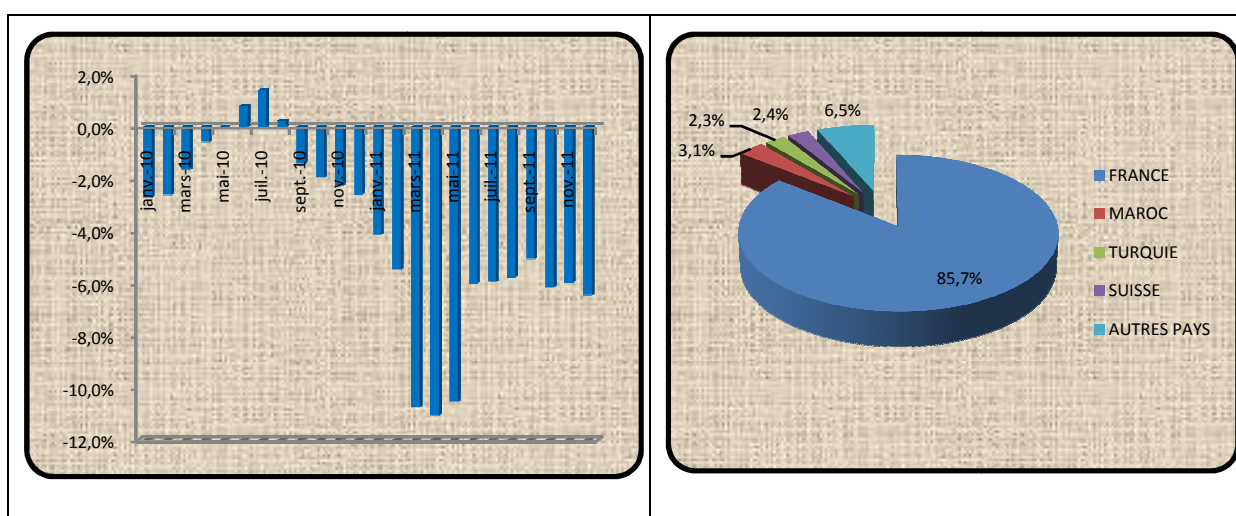
Les produits concernés par la présente crise alimentaire mondiale sont le blé, le maïs, le riz, le sucre et les huiles alimentaires. Ces produits ont enregistré des évolutions diverses de leurs prix, de janvier 2010 à juin 2011.

I.3.1 EVOLUTION DU PRIX DU BLE

Sur cette période, le prix du blé, sur le marché national, s'est contracté par rapport au prix pratiqué l'année antérieure. La hausse des prix du blé, observée à l'échelle mondiale, ne s'est donc pas encore répercutée sur le marché béninois.

Le blé est très utilisé dans les industries agroalimentaires pour la fabrication de divers produits, notamment le pain. Au Bénin, le blé utilisé est importé de la France (85,7% des importations du Bénin, de juin à mars 2011).

Graphique n° 2: Evolution en glissement annuel des indices de la farine de blé et structure des importations



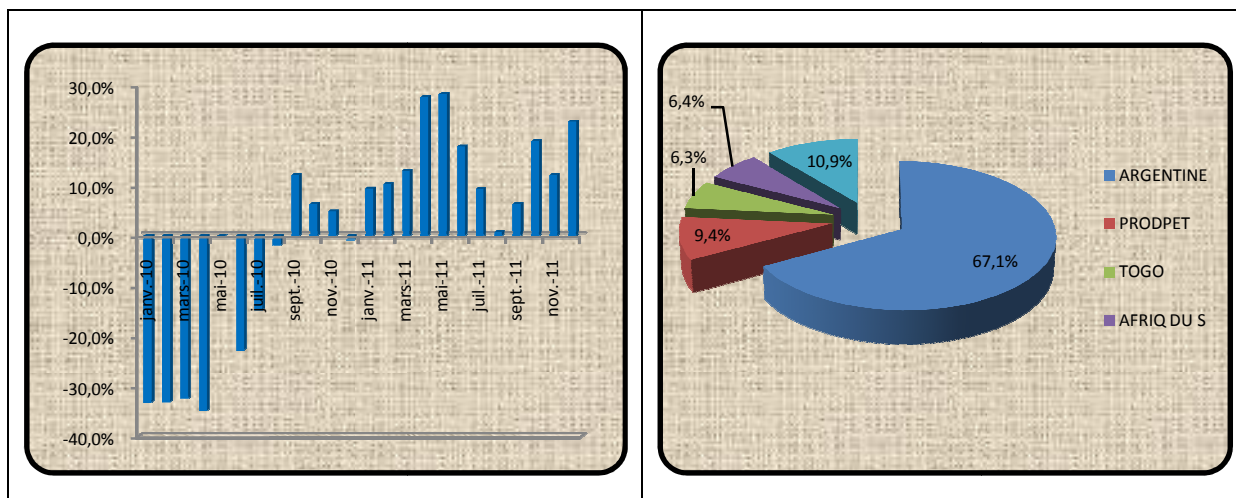
Source : Réalisé sur la base des données de l'INSAE

I.3.2 EVOLUTION DU PRIX DU MAÏS

Le maïs est le principal produit de base pour l'alimentation dans certaines régions du Bénin. Il est cultivé sur l'ensemble du territoire national. Le Bénin exporte plus ce produit qu'il en importe. Ainsi, on pourrait s'attendre théoriquement à une atténuation des effets de la tension sur les prix du maïs sur le marché international. Cependant, les prix du maïs et des produits dérivés évoluent à la hausse, à la suite de la montée des cours sur le marché international et des spéculations des producteurs.

Bien que le Bénin importe une quantité relativement faible de maïs, l'Argentine est le premier pays exportateur de maïs vers le Bénin à qui elle fournit plus de 67% de son importation en maïs. On pourrait donc s'attendre à une hausse du prix du maïs importé, en liaison avec la montée aiguë des prix de certains produits dont le maïs, à la suite de la sécheresse ayant entraînée la baisse de la production, notamment en Argentine.

Graphique n° 3: Evolution en glissement annuel des indices du maïs et structure des importations



Source : Réalisé sur la base des données de l'INSAE

1.3.3 EVOLUTION DU PRIX DU RIZ

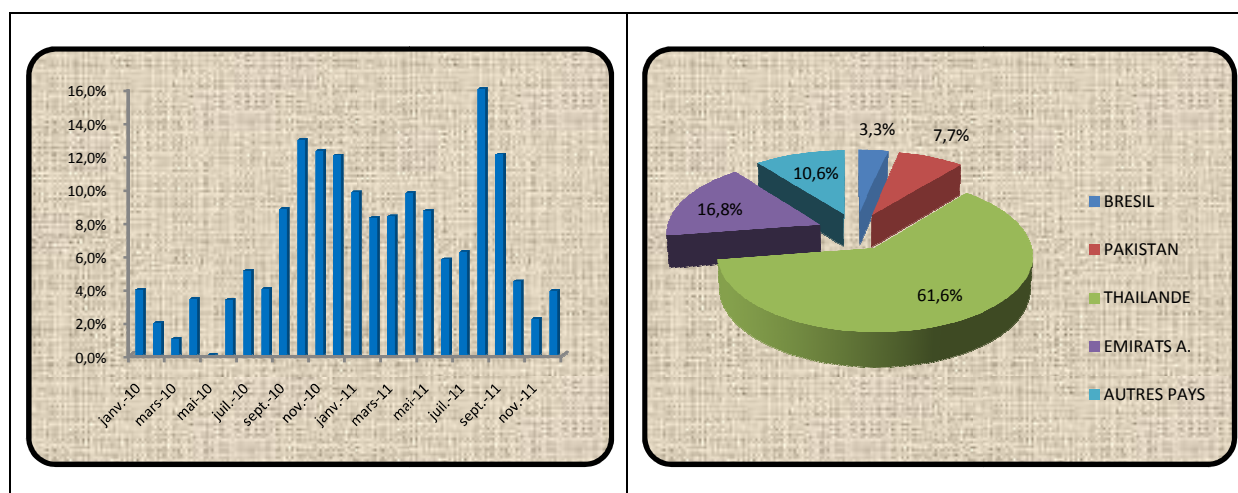
Le riz est un produit qui fait partie des aliments préférés des Béninois. Il n'y a pas de réjouissance au Bénin sans un repas à base de riz. Ce dernier fait donc objet d'échanges commerciaux entre le Bénin et le reste du monde. Plus de 80% du riz consommé au Bénin en 2010 provient respectivement de la Thaïlande, des Emirats Arabes Unis et du Pakistan.

Les prix à l'exportation du riz thaïlandais ont augmenté de 17% entre juin 2010 et janvier 2011. Et au cours de cette période plus de 60% des importations de riz du Bénin sont provenus de ce pays. Au Pakistan, deuxième pays exportateur de riz vers le Bénin, l'augmentation des prix intérieurs a cadré avec celle des prix mondiaux (soit 19%).

Ces différentes hausses de prix du riz se sont répercutées sur le marché intérieur. En conséquence, une diversification des sources d'approvisionnement et une politique d'encouragement de la production locale de qualité s'imposent.

Cette situation traduit, par ailleurs, que les efforts déployés par le Gouvernement en matière de promotion de la production vivrière et particulièrement le riz, ne sont pas suffisants pour résister aux différents chocs externes.

Graphique n° 4 : Evolution en glissement annuel des indices du riz



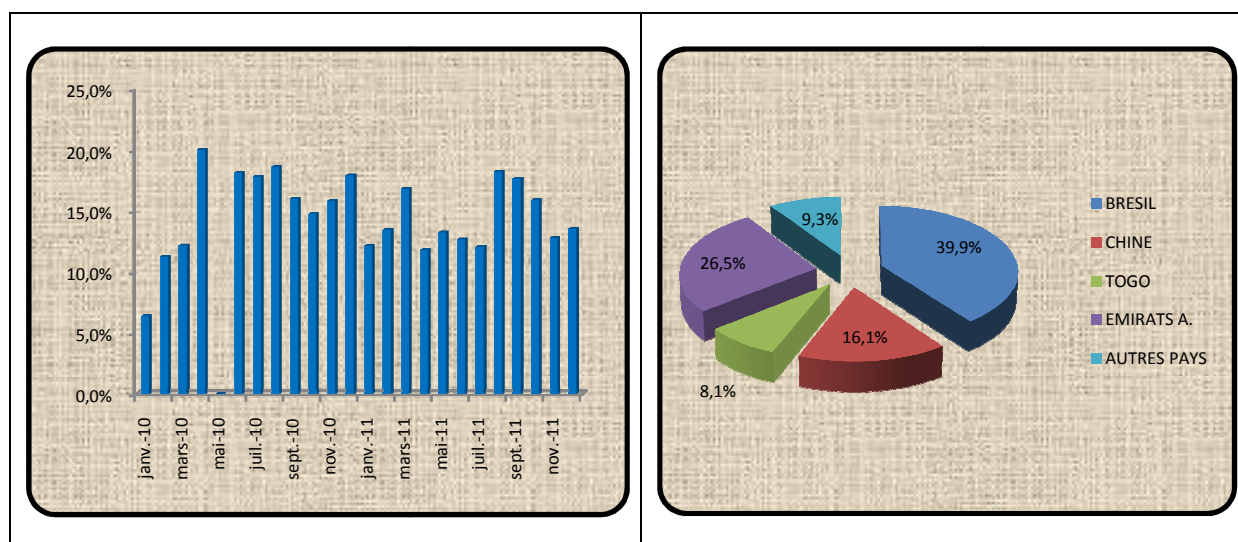
Source : Réalisé sur la base des données de l'INSAE

I.3.3 EVOLUTION DU PRIX DU SUCRE

La production en sucre de la seule usine du Bénin (SUCOBE) ne permet pas de couvrir le besoin national. Pour combler le vide, les opérateurs économiques ont recours au reste du monde pour ravitailler le marché national.

Depuis juin 2010, le prix du sucre dans le monde a enregistré une augmentation de 73%, en raison de la baisse de l'offre du Brésil qui est le premier exportateur de sucre au monde. Ce dernier est également le principal fournisseur du Bénin en sucre. Il n'y a pas d'autres alternatives car les Emirats Arabes Unis, qui sont deuxième pays fournisseur du sucre au Bénin étaient plus chers. Ainsi, une flambée des prix du sucre s'observe sur le marché béninois depuis 2010, en liaison avec cette crise internationale.

Graphique n° 5 : Evolution en glissement annuel des indices du sucre et structure de l'importation



Source : Réalisé sur la base des données de l'INSAE

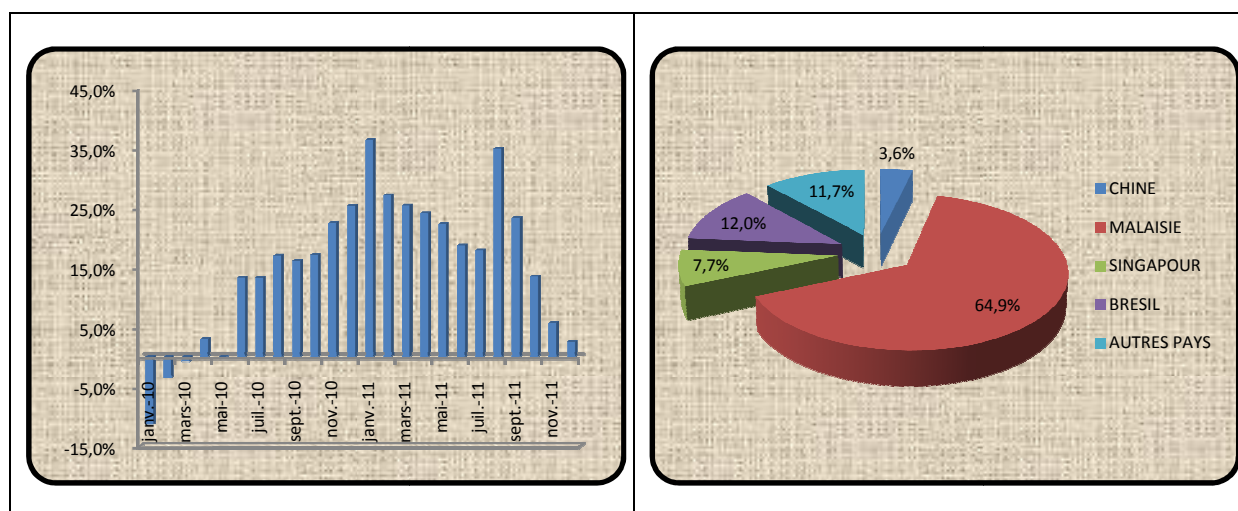
1.3.4 EVOLUTION DU PRIX DE L'UILE DE PALME

La quantité d'huiles alimentaires importée au Bénin n'est pas négligeable. Ces huiles sont de plusieurs types, mais l'huile de palme, à elle seule, représente environ 80% des importations en huiles alimentaires. Nous examinons donc l'huile de palme dans cette étude.

Les inondations dans le sud de la Malaisie et en Indonésie ont nui gravement aux récoltes, provoquant une tension sur les prix à l'échelle internationale. Dans un grand nombre de pays, la hausse des prix mondiaux s'est rapidement répercutée sur les marchés intérieurs des pays importateurs dont le Bénin, qui importe plus de 64% d'huile de palme de la Malaisie.

Le Bénin pourrait donc procéder comme l'Algérie qui, en début du mois de janvier 2010, a considérablement réduit les taxes et les droits à l'importation de plus de 10% sur ces denrées de base, à la suite d'une hausse des prix du sucre et des huiles alimentaires.

Graphique n° 6 : Evolution en glissement annuel des indices des prix des huiles alimentaires et structure des importations en huile de palme



SOURCE : REALISE SUR LA BASE DES DONNEES DE L'INSAE

■ Cas des produits pétroliers

I.3.4 EVOLUTION DU COURS DU PETROLE

De décembre 2009 à mars 2010, les prix du baril ont enregistré une hausse de 06,0%. Cette hausse s'est poursuivie en avril 2010, atteignant 84,84 \$/baril avant de marquer légèrement le pas pour le reste de ce deuxième trimestre 2010, revenant ainsi à 74,76 \$/baril à fin juin. Cette baisse constatée est liée à l'aversion au risque suscitée par la crise européenne en éclipsant sur le marché, les effets de la hausse de la demande aux Etats-Unis et en Chine.

Dès le troisième trimestre 2010, les cours de l'or noir ont retrouvé leur tendance haussière pour atteindre environ 77,8 \$/baril à septembre 2010. Cette situation est le reflet de la baisse du dollar USA et de la revue à la hausse de la demande mondiale du pétrole, à la suite d'une situation économique meilleure que celle prévue au troisième trimestre 2010.

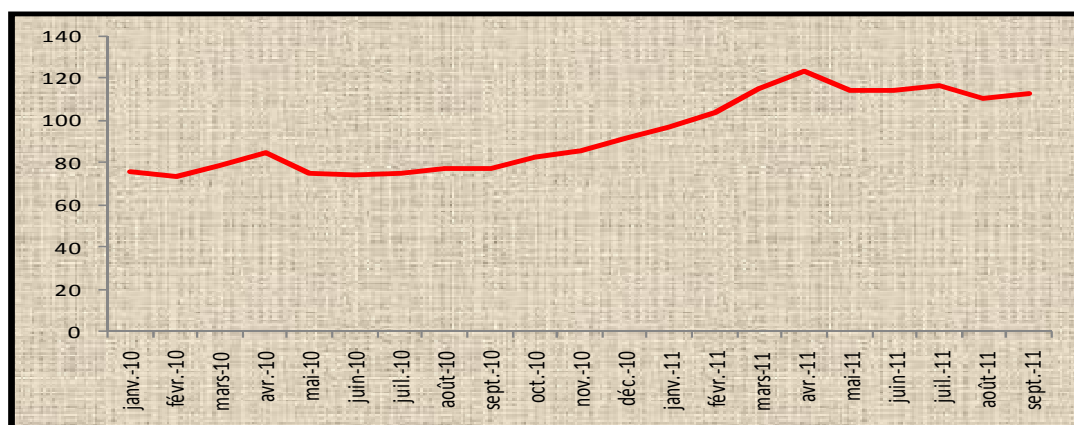
Au dernier trimestre de l'année 2010, les prix du pétrole ont dépassé la barre de 90,0 \$/baril pour s'afficher à environ 91,5 \$/baril en décembre. Plusieurs facteurs ont contribué à cette fermeté des prix sur le marché mondial. D'une part, les conditions météorologiques rigoureuses aux Etats-Unis et en Europe ont renforcé la demande et d'autre part, la fermeture de plusieurs centrales au charbon et l'utilisation massive du fioul ont dopé la consommation chinoise en produits pétroliers qui a d'ailleurs bondi de 12,6% au second semestre.

En 2011, les cours du baril du pétrole sont restés dans la spirale haussière, notamment au premier semestre, en franchissant déjà la barre de 100 \$/baril en février (103,73 \$/baril), avec un pic de 123,21\$/baril en avril. A partir de ce mois d'avril, on a assisté à une décélération de cette spirale jusqu'à la fin de l'année sans que les prix ne descendent en dessous de la barre de

100 \$/baril. Cette envolée des prix, au premier trimestre 2011 et en avril, est consécutive à la guerre civile en Libye, aux nouveaux attentats en Irak et à la tenue des élections au Nigeria.

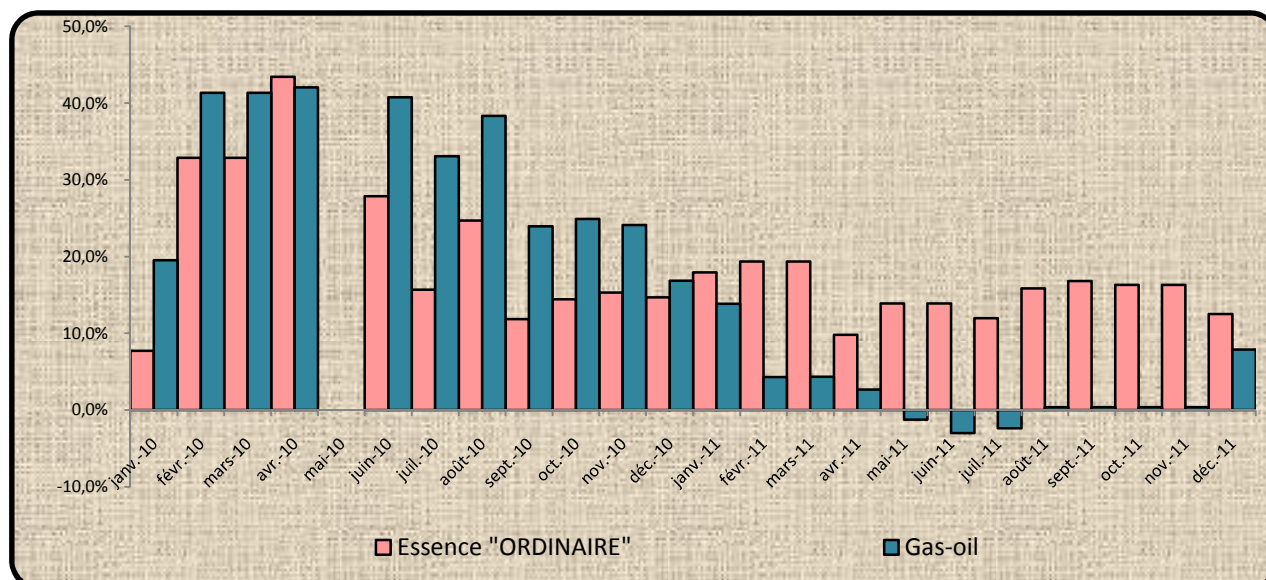
Pour le reste de l'année 2011, les prix du pétrole sont restés au-dessus de la barre de 110 \$ le baril. Cette fermeté des prix est due au refus de certains membres de l'OPEP d'augmenter leur production pétrolière (07 pays sur 12 que compte l'organisation). Ainsi, entre septembre 2010 et septembre 2011, les prix du pétrole ont enregistré une hausse de 45,1%.

Graphique n° 7 : Evolution du cours du pétrole de 2010 à 2011



Source : Réalisé sur la base des données de l'OPEC

Graphique n° 8 : Evolution en glissement annuel des indices des prix de l'essence ordinaire et du gas-oil



Source : Réalisé sur la base des données de l'INSAE

II. IMPACT DE LA FLAMBEE DES PRIX SUR LA PERFORMANCE DES ENTREPRISES BENINOISES

La première partie de cette étude a montré qu'il y a eu, au plan mondial, hausse des prix des produits de première nécessité comme le riz, le maïs, le blé ou la farine de blé, le sucre et les huiles alimentaires. Au plan national, il se dégage une hausse sensible des prix de certaines denrées au cours de la période.

Afin de vérifier si cette inflation mondiale a une répercussion sur l'économie nationale, il devient impératif d'identifier les effets immédiats de cette flambée, au niveau de son principal canal de transmission que constituent les entreprises importatrices de ces produits. Ce chapitre s'intéresse donc à l'évaluation de l'impact de la hausse des prix des produits alimentaires cités plus haut sur l'activité des entreprises importatrices de ces produits.

Les résultats présentés ci-après portent sur les traitements des enquêtes réalisées auprès de 150 entreprises importatrices de produits alimentaires et de 80 boulangeries. Globalement, les effets de la flambée des prix des produits alimentaires ont touché les entreprises importatrices desdits produits et se caractérisent par une baisse de leurs chiffres d'affaires.

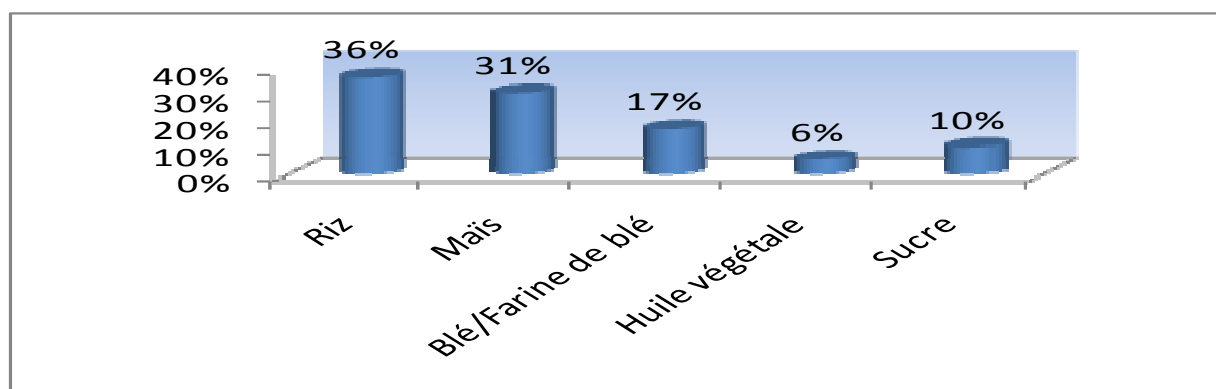
Ce chapitre se structure en deux grandes sections traitant l'une, des résultats selon l'approche descriptive et l'autre, des résultats de la régression logistique multinomiale.

II. 1. ANALYSE DESCRIPTIVE DES EFFETS DE LA FLAMBEE DES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES

II. 1. 1. IMPACT SUR L'ACTIVITE DES ENTREPRISES IMPORTATRICES DE PRODUITS ALIMENTAIRES

Pour mieux apprécier la répercussion directe de cette flambée de prix sur l'activité économique au Bénin, la base de données des entreprises importatrices de produits alimentaires a été dépouillée et l'échantillon retenu se présente comme l'indique le graphique ci-dessous.

Graphique n° 9 : Répartition de l'échantillon suivant les produits importés



Sources : Nos calculs sur la base des données de l'enquête

Depuis juin 2010, au moins 80% des chefs d'entreprise ont confirmé une hausse des prix de chaque produit sur le plan mondial.

Tableau 1 : Appréciation des prix des produits importés

Avez-vous senti une hausse des prix de ces produits depuis juin 2010 ?		
Produits	OUI	NON
Riz	80%	20%
Maïs	80%	20%
Blé/Farine de blé	81%	19%
Huile	82%	18%
Sucre	84%	16%

Source : Nos calculs sur la base des données de l'enquête

Les hausses constatées par les entreprises, sur le marché national, pour le maïs, le blé et l'huile sont légèrement en dessous de celles constatées, au niveau mondial.

Tableau 2 : Hausse moyenne par produit

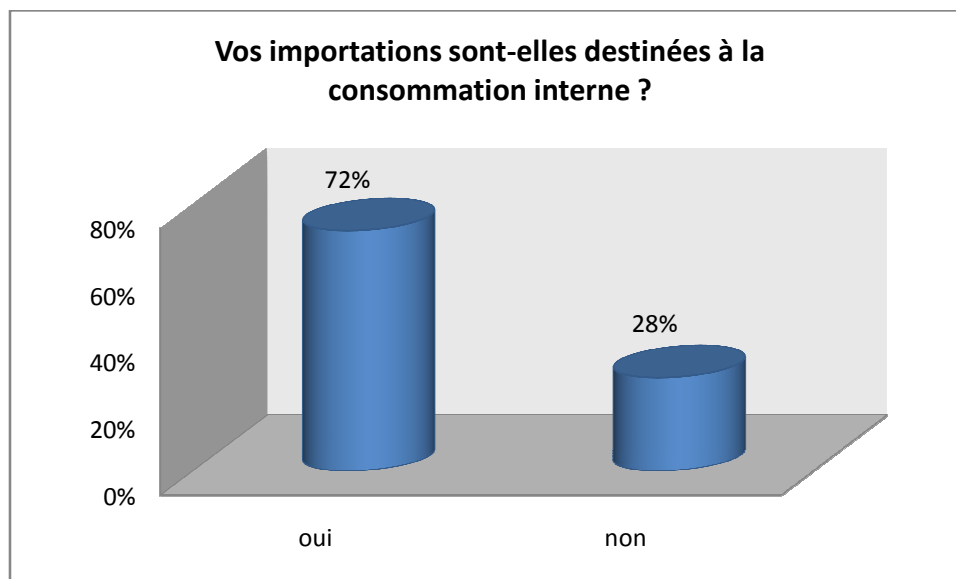
Produits	Hausse selon les chefs d'entreprises	Hausse sur le marché mondial
Riz	38%	15,1%
Sucre	44%	21,0%
Huile	25%	54,9%
Maïs	29%	73,8%
Blé	31%	69,1%

Source : Nos calculs sur la base des données de l'enquête

Les entreprises importatrices de produits alimentaires ont plusieurs débouchés. Les produits importés sont destinés à la consommation des ménages ou à la réexportation. 72% des

entreprises enquêtées affirment que leurs importations sont destinées au marché local. Il s'en déduit que cette hausse observée par les importateurs se répercutera, à coup sûr les prix intérieurs.

Graphique n° 10 : Destination des importations



Source : Nos calculs sur la base des données de l'enquête

Les importations des entreprises sont en majorité destinées à la consommation interne, à travers principalement les grossistes et les semi-grossistes.

Tableau 3: Principaux clients des entreprises

Spécifications	OUI	NON	Ensemble
Grossistes locaux	69,30%	30,70%	100,00%
Semi-grossistes locaux	56,00%	44,00%	100,00%
Détaillants locaux	27,30%	72,70%	100,00%

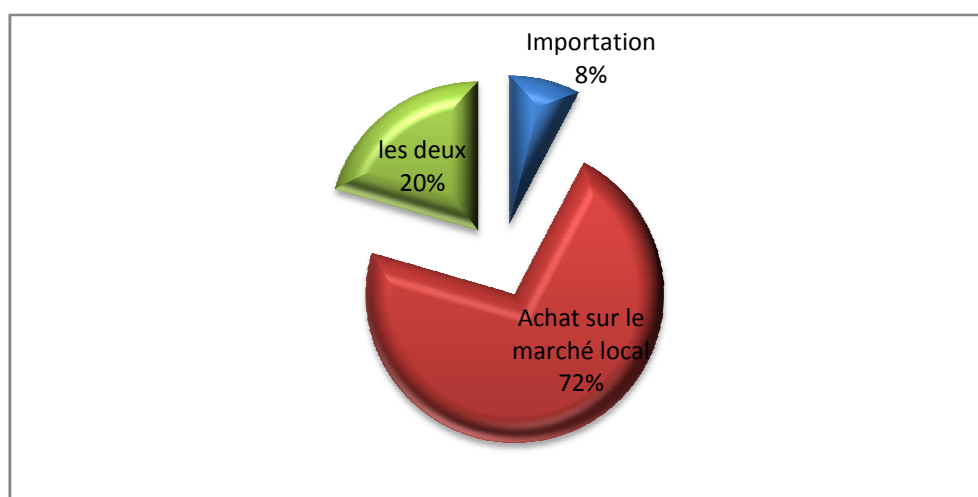
Source : Nos calculs sur la base des données de l'enquête

II. 1.2 IMPACT SUR L'ACTIVITE DES BOULANGERIES

Dans cette étude, les boulangeries ont été traitées particulièrement à cause de la spécificité de la farine de blé qui est un dérivé du blé. En effet, le blé n'est pratiquement pas importé au Bénin, mais c'est la farine de blé qui prend sa place. Cette farine est la pièce maitresse de la fabrication du pain qui a un poids non négligeable dans l'habitude alimentaire de bien des citoyens urbains. Aussi, durant la période de l'étude, l'association des boulangers menaçait-elle déjà d'augmenter le prix du pain, à la suite d'une hausse des prix des intrants du pain, notamment la farine de blé et le sucre. L'enquête auprès des boulangeries a permis de constater les résultats suivants :

Impact de la flambée des prix des produits alimentaires et pétroliers de la période 2010-2011 sur l'économie béninoise

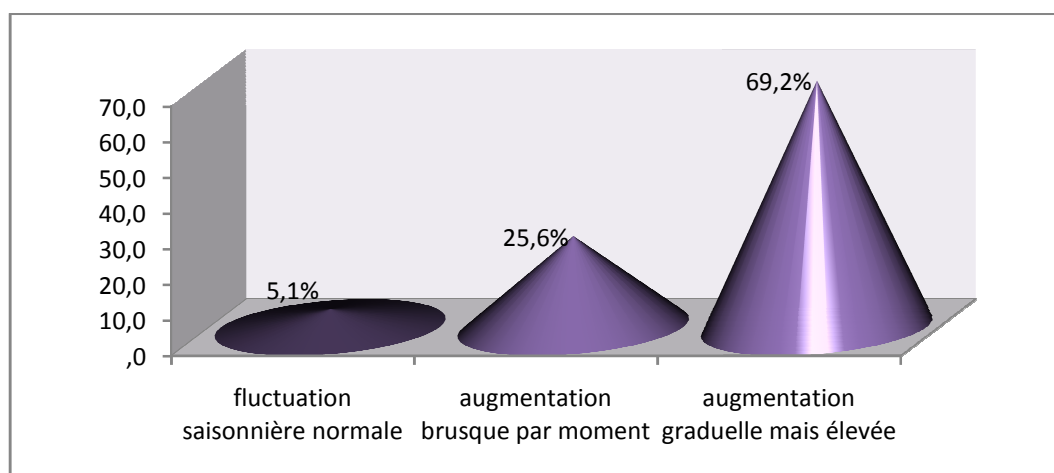
Graphique n° 11: *Source d’approvisionnement des boulangeries*



Source : Nos calculs sur la base des données de l’enquête

La majorité (72%) des boulangeries du Bénin s’approvisionne en farine de blé sur le marché local auprès de Grands Moulins du Bénin (GMB). 08% des boulangeries importent directement la farine de blé, tandis que 20% ont une source d’approvisionnement mixte. De juin 2010 à la période de la collecte, toutes les boulangeries qui importent la farine de blé ont constaté une hausse des prix à l’international. Sur le marché local, toutes les boulangeries ont également senti une hausse des prix du sac de farine de blé. Mais, cette hausse est diversement appréciée par les boulangers.

Graphique n° 12: *Appréciation de l’évolution des prix depuis juin 2010*

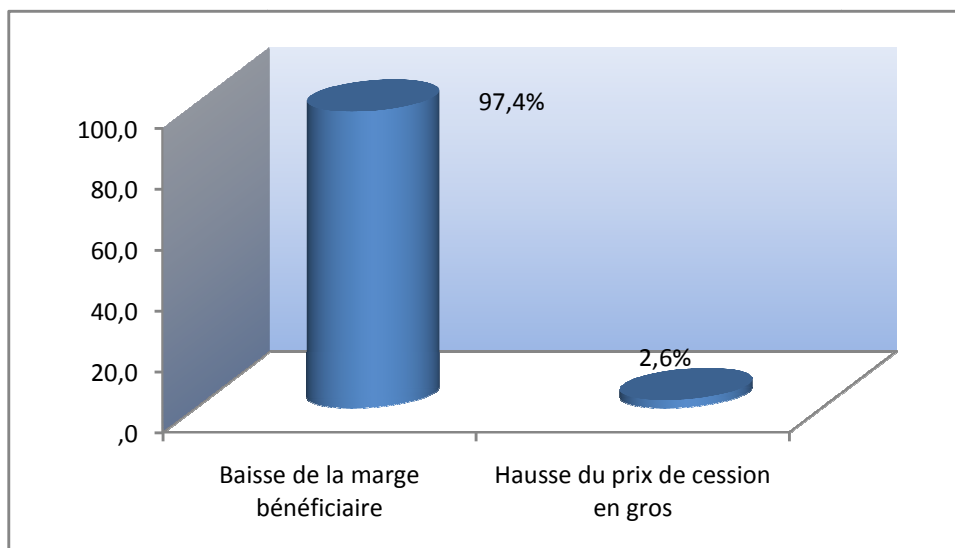


Source : Nos calculs sur la base des données de l’enquête

Face à cette hausse, les responsables de boulangerie ne sont pas restés sans réactions ; les mesures ont été prises comme l’indique le graphique ci-dessous.

Graphique n° 13 : *Réaction des boulangeries*

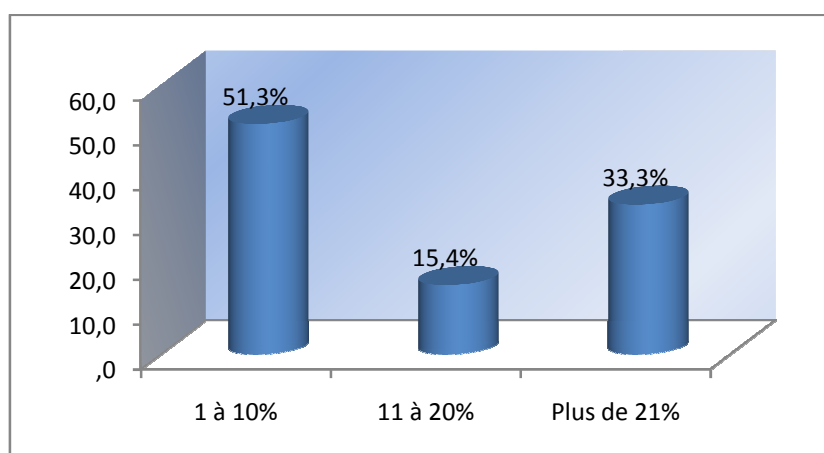
Impact de la flambée des prix des produits alimentaires et pétroliers de la période 2010-2011 sur l’économie béninoise



Source : Nos calculs sur la base des données de l'enquête

La baisse de la marge bénéficiaire a été le comportement de réflexe de la quasi-totalité (97,4%) des chefs d'entreprise. Mais, cette baisse n'a pas été opérée dans la même proportion. Elle se répartit comme l'indique le graphique suivant :

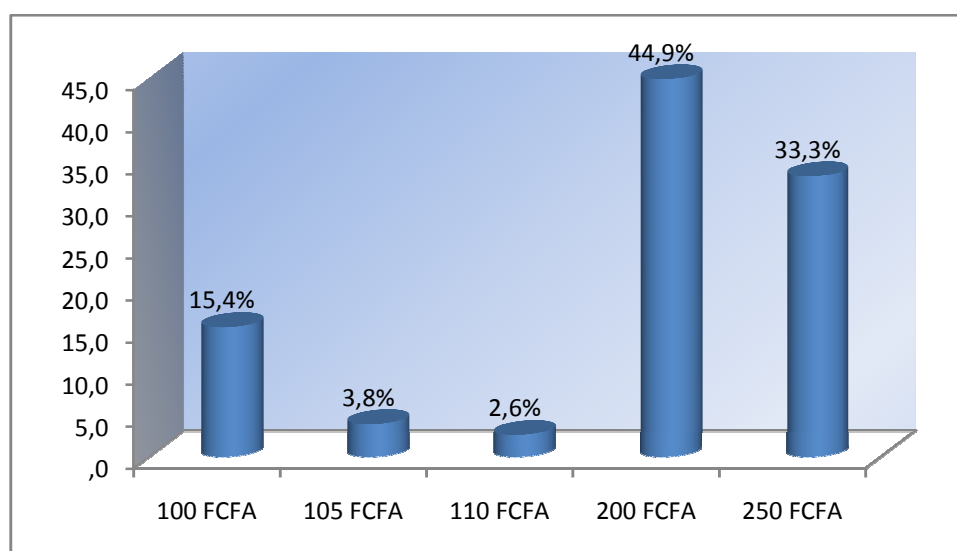
Graphique n°14 : Réduction de la marge de bénéfice



Source : Nos calculs sur la base des données de l'enquête

Concernant les prix de cession de l'unité de gros (la quarantaine), les boulangeries ont opéré divers ajustements. Mais, en moyenne, le prix de cession de l'unité de gros a été augmenté de 153 FCFA.

Graphique n° 15 : Ajustement des prix de cession par unité de gros



Source : Nos calculs sur la base des données de l'enquête

La majorité des entreprises ont baissé leur marge de 01 à 10%. Les entreprises qui ont réagi ainsi, constituent la grande partie à avoir révisé les prix de cession de l'unité de gros (la quarantaine) à la hausse. Le croisement entre la baisse de la marge bénéficiaire et la hausse des prix de cession de l'unité de gros est résumé dans le tableau ci-dessous.

Tableau 4 : Croisement ajustement des prix de cession par unité de gros et réduction de la marge de bénéfice

		De combien avez-vous augmenté le prix de cession du gros (la quarantaine) ?					Total
		100F	105F	110F	200F	250F	
Dans quelle proportion aviez-vous réduit, la marge de bénéfice que vous réalisez en période de hausse des prix ?	1 à 10%	3	2	2	11	22	40
	11 à 20%	2	1	0	8	1	12
	Plus de 21%	7	0	0	16	3	26
Total		12	3	2	35	26	78

Source : Nos calculs sur la base des données de l'enquête

Le prix du sac de la farine de blé à l'importation au cours de la période a connu des fluctuations. Le prix moyen du sac de la farine de blé à l'importation a connu une hausse relative de 06,5% entre la période d'avant et pendant la crise. En 2011, soit après la crise au niveau mondial, on observe également une hausse de 07,1% en valeur relative. On remarque alors que le prix du sac de la farine de blé à l'importation de 2010 à 2011 n'a fait qu'évoluer à

la hausse malgré la période considérée comme la fin de la crise. En effet, de 2010 à 2011, ce prix a enregistré une hausse relative de 14,1%.

Tableau 5 : Evolution du prix du sac de la farine de blé

	Prix moyen du sac de blé à l'importation au 1er semestre 2010	Prix moyen du sac de blé à l'importation au second semestre 2010	Prix moyen du sac de blé à l'importation en 2011
Minimum	14000 FCFA	14500 FCFA	18000 FCFA
Maximum	25000 FCFA	26000 FCFA	28000 FCFA
Moyenne	18935,85 FCFA	20169,23 FCFA	21604,17 FCFA

Source : Nos calculs sur la base des données de l'enquête

II.2. IMPACT DE LA HAUSSE DES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES ET LA REACTION DES CHEFS D'ENTREPRISE

Dans cette section, il est question de présenter les résultats de la régression logistique multinomiale qui a permis de déterminer les effets de la flambée des prix sur le chiffre d'affaires des entreprises et la réaction de ces dernières. Les analyses se feront sur la base des signes des coefficients, des odds ratio et des tests de significativités associés à ceux-ci.

II.2.1. PRESENTATION DU MODELE DE REGRESSION LOGISTIQUE ET SPECIFICATION

L'analyse est faite à l'aide de la régression logistique multinomiale, compte tenu de la nature politomique de la variable dépendante, symbolisée par le chiffre d'affaires qui évolue à la hausse ou à la baisse par rapport à une situation stagnante (sans perturbation). La régression opérationnalise cet indicateur en utilisant comme référence la modalité « stagnant », la modalité « A la hausse », prend la valeur 1 si l'entreprise déclare que le chiffre d'affaires a évolué à la hausse et 0 si c'est le contraire. Il en est de même pour la modalité à la baisse. La régression logistique multinomiale permet d'identifier les facteurs qui expliquent le plus le fait que le chiffre d'affaires soit impacté par la hausse des prix.

Encadré n° 2: Théorie sur la modélisation logistique multinomiale

On dispose d'un échantillon de taille n sur lequel on observe p paramètres. On cherche à estimer

$\text{Prob}(Y_i=m|X_i)=F(tX_i\beta(m))$ avec $t\beta(m)=(\beta_0(m),\dots, \beta_P(m))$ et Y est une variable d'intérêt ayant k modalités distinctes non ordonnées. La variable Y est aussi appelé variable dépendante. Les vecteurs X_i sont les caractéristiques des individus aussi appelés variables indépendantes. Ce vecteur dépend de la catégorie à laquelle appartient l'individu i . On a donc $\text{Prob}(Y_i=m|X_i)=\frac{\exp(tX_i\beta(m))}{\sum_{j=1}^k \exp(tX_i\beta(j))}$. Cette formule pose un problème car le vecteur $\beta(m)$ n'est pas unique.

Pour résoudre ce problème, on pose $\beta(1)=0$ ou $\beta(k)=0$. Ainsi, on obtient

$$\begin{cases} \text{Prob}(Y = 1|X) = \frac{1}{1+\sum_{j=2}^k \exp(tX_i\beta(j))} \\ \text{Prob}(Y = m|X) = \frac{\exp(tX_i\beta(m))}{1+\sum_{j=2}^k \exp(tX_i\beta(j))} \end{cases} ; \text{ qu'on estime à l'aide du logiciel STATA. Les Odds ratios qui}$$

s'interprètent en termes de risque relatif s'écrivent comme suit : $\text{ODDS}_{m|n}(X_i)=\frac{\text{Prob}(Y_i=m|X_i)}{\text{Prob}(Y_i=n|X_i)}$

A l'aide d'un modèle logit multinomial, nous allons expliquer l'évolution du chiffre d'affaires des entreprises pendant la période de hausse des prix, en fonction des variables telles que :

- la vente des produits importés ;
- la variation du prix de vente ;
- la variation de la marge bénéficiaire ;
- la combinaison de la variation du bénéfice et/ou du prix de cession.

Les équations estimées se présentent comme ci-après :

$$(1) \log(P(CA=2)/P(CA=1)) = a_0 + a_1*Vente_Prod_Import + a_2*\Delta\text{Prix_Vente} + a_3*Comb + a_4*\Delta\text{marge_Bénéf} + a_5*\Delta\text{prix_de_cession}$$

$$(2) \log(P(CA=3)/P(CA=1)) = b_0 + b_1*Vente_Prod_Import + b_2*\Delta\text{Prix_Vente} + b_3*Comb + b_4*\Delta\text{marge_Bénéf} + b_5*\Delta\text{prix_de_cession}$$

Où CA représente l'évolution du chiffre d'affaires des entreprises pendant la hausse des prix, en fonction des variables, Comb représente la combinaison de la hausse du prix de cession et de la baisse de la marge bénéficiaire. Le modèle multinomial est adopté, compte tenu des spécificités de la variable dépendante, qui est une variable catégorielle à trois modalités. Nous avons opté arbitrairement pour estimer notre modèle, la distribution logistique par rapport aux autres (loi normal) pour son avantage relatif. La régression logistique est plus commode car l'exponentielle du coefficient d'une variable explicative s'interprète comme son Odds Ratio.

Impact de la flambée des prix des produits alimentaires et pétroliers de la période 2010-2011 sur l'économie béninoise

II.2.2. RESULTATS ET INTERPRETATIONS

Nous présentons les résultats de la régression logistique multinomiale, qui a permis de déterminer les facteurs à risque expliquant l'évolution du chiffre d'affaires des entreprises importatrices béninoises face à la hausse des prix des produits alimentaires observés, au niveau mondial dans la seconde moitié de l'année 2010.

Les modèles estimés sont globalement significatifs comme l'indique la statistique de test du rapport de vraisemblance **LR (Prob>LR chi2=0.0001)** au seuil d'erreur de 1%. En d'autres termes, les variables retenues contribuent parfaitement à expliquer le fait qu'une entreprise béninoise soit impactée par la hausse des prix des produits alimentaires. Cependant, ces différentes variables n'exercent pas le même effet sur l'évolution du chiffre d'affaires.

La modalité de référence de la variable résultat « évolution du chiffre d'affaires » choisie, est « stagnant ». Les autres modalités à savoir « à la hausse » et « à la baisse », seront donc comparées par rapport à cette modalité. La variation des prix de cession, à la suite de la hausse du prix des produits importés, provoque un faible effet, mais non significatif, sur la hausse ou la baisse du chiffre d'affaires. En conséquence, plus le prix de cession augmente ou baisse, moins il affecte la probabilité que les chefs d'entreprise subissent une hausse ou une baisse de leur chiffre d'affaires.

D'un autre côté, la réaction des chefs d'entreprise par rapport à la hausse des prix se présente comme suit :

- i) les chefs d'entreprise préfèrent combiner à la fois, la baisse de la marge bénéficiaire et la hausse des prix de cession (modalité « les deux ») pour affecter positivement l'évolution à la hausse de leur chiffre d'affaires. Cette variable présente des coefficients positifs et significatifs aux seuils d'erreur respectifs de 5% et 10% pour les modalités de la variable explicative « évolution du chiffre d'affaires » que sont « à la hausse » et « à la baisse ». C'est dire donc, que les chefs d'entreprise ne restent pas indifférents face à la hausse des prix des produits et utilisent les marges de manœuvre dont ils disposent pour agir sur leur chiffre d'affaires. Néanmoins, les odds ratios (rapport des chances) indiquent qu'ils optent plus pour une hausse de leurs chiffres d'affaires ($17.89955 > 4.825741$) qu'à une baisse par rapport à la situation de stabilité.

- ii) la hausse des prix de cession renforce plus la probabilité que les chefs d'entreprise optent pour une hausse de leurs chiffres d'affaires par rapport à une baisse de ces derniers relativement à une situation stable (coefficient positif pour la modalité « hausse des prix de cession » s'agissant du choix de la hausse du chiffre d'affaires et négatif pour la même modalité, lorsque le chiffre d'affaires est revu à la baisse).

Ainsi, il apparaît clairement que face à une situation de hausse des prix, la réaction attendue des chefs d'entreprise est d'agir sur la hausse du prix de cession afin d'influer positivement sur leurs chiffres d'affaires.

Au niveau des proportions de variation du bénéfice, les différentes proportions de baisse se situent au-delà de 10% (baisse de la marge bénéficiaire de 11 à 20% et baisse de la marge bénéficiaire de plus de 20%), que ce soit pour la hausse ou la baisse du chiffre d'affaires par rapport à la variation comprise entre 0 et 10%. De plus, ces différentes baisses sont significatives en ce qui concerne l'évolution à la baisse du chiffre d'affaires, ce qui n'est pas le cas pour l'évolution à la hausse par rapport à la situation de stabilité. **Alors, la variation de la marge bénéficiaire au-delà de 10% augmente plus la probabilité que les chefs d'entreprise réduisent à la baisse l'évolution du chiffre d'affaires qu'à la hausse** (supériorité des rapports des chances pour la modalité « à la baisse » par rapport à la modalité « à la hausse », $(6.225783 > 1.896635)$).

S'agissant des proportions de variation du prix de cession, la hausse du prix de cession au-dessus de 10% (c'est-à-dire la hausse des prix de cession de 11 à 20% et la hausse des prix de cession de plus de 20%) influence les probabilités que les chefs d'entreprise perçoivent une évolution à la hausse ou à la baisse de leurs chiffres d'affaires par rapport à une situation où ces derniers resteraient stables par rapport à une hausse située entre 0 et 10%. **En conséquence, une hausse du prix de cession en deçà de 10% n'affecte pas significativement l'évolution du chiffre d'affaires.**

Dans ce modèle, l'inflation importée est captée par la variable dichotomique « vente de produits importés » et elle influence explicitement et significativement l'évolution à la baisse du chiffre d'affaires des entreprises. Le choix de cette variable permet de mettre en relief les relations d'affaires entre les entreprises résidentes et les entreprises étrangères. Plus une entreprise vend des produits importés, plus elle est susceptible de constater une évolution à la baisse de son chiffre d'affaires (coefficient positif et significatif à 5% d'erreur et avec un odds ratio égal à 4.561203) au lieu d'une hausse (coefficient positif mais non significatif avec un

odds ratio égal à 2.443825) par rapport à une entreprise qui ne vend pas de produits importés relativement à une situation de stabilité de son chiffre d'affaires. Par conséquent, les entreprises qui vendent des produits importés s'exposent plus à une réduction de leurs chiffres d'affaires, à la suite de la hausse des prix des produits que celles qui ne vendent pas des produits importés. On peut donc s'attendre à un ralentissement de l'activité de ces entreprises ou à une inflation galopante, car l'essentiel de ces produits est de sources importées.

III.IMPACT DE LA HAUSSE DES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES SUR LA CONSOMMATION DES MENAGES

Les ménages constituent les consommateurs finaux des produits alimentaires importés par la plupart des entreprises. Ce volet de l'analyse de l'impact de la hausse des prix des produits alimentaires de 2010-2011 s'intéresse à la répercussion de la flambée des prix sur les habitudes de consommation des ménages et les différents réajustements mis en œuvre pour résister à la circonstance.

Il s'agira de présenter, dans cette partie, les caractéristiques socioéconomiques des ménages, de leurs habitudes de consommation et les différentes substitutions opérées face à la crise.

Les résultats présentés, dans cette partie de l'étude, concernent l'enquête réalisée auprès d'un échantillon de 1816 ménages sur 2000 prévus, soit un taux de réalisation de 90,8%.

III.1. CARACTERISTIQUES SOCIOECONOMIQUES DES MENAGES

Cette section présente l'analyse de la répartition des ménages, en fonction de leurs conditions sociales et économiques.

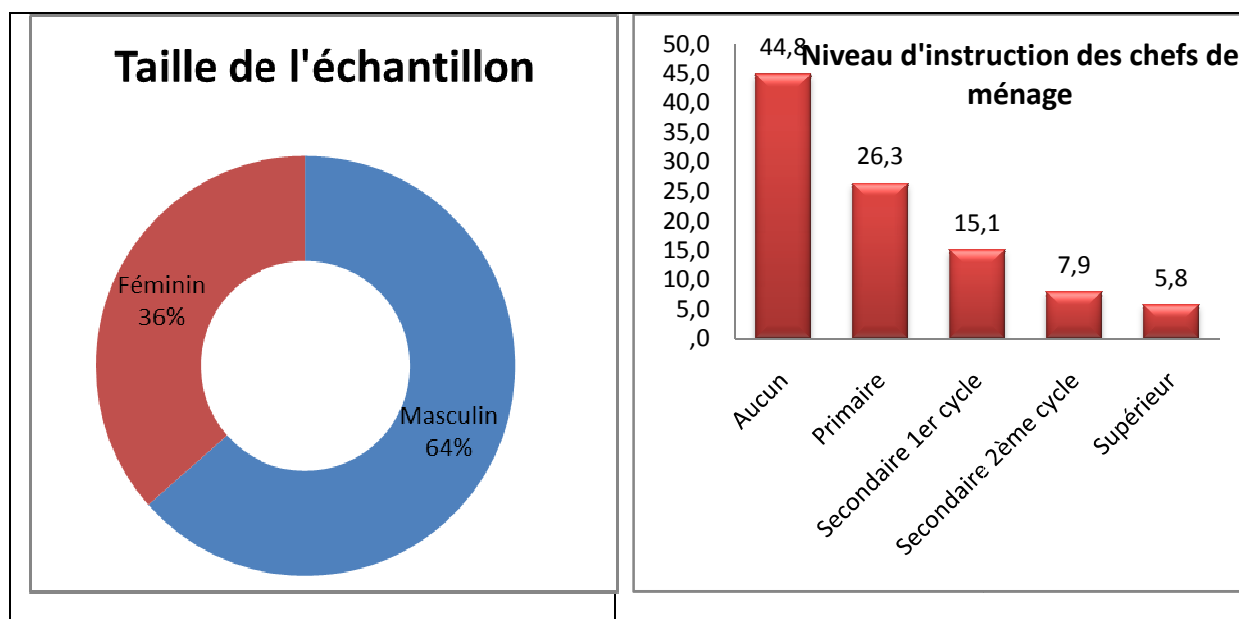
- Taille de l'échantillon et niveau d'instruction des ménages

L'enquête sur l'impact de la hausse des prix des produits alimentaires et pétroliers a permis de recenser 1816 enquêtés dont 64% des chefs de ménage sont des hommes et 36% des femmes.

La population enquêtée a un niveau d'instruction relativement faible. Les résultats de l'étude révèlent que 45% des ménages n'ont jamais mis pied à l'école ; 26% ont le niveau primaire, 23% ont fait le secondaire et seulement 6% ont atteint le supérieur.

Graphique n° 17 : Répartition par genre de la population enquêtée

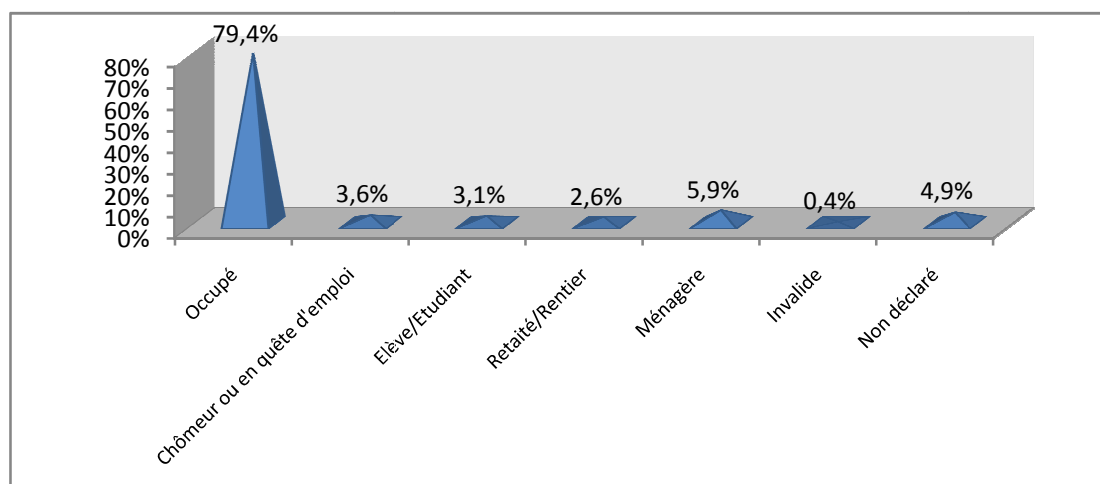
Graphique n° 18 : Niveau d'instruction des chefs de ménage



- Situation d'occupation des ménages

La plupart des ménages exercent une activité rémunérée mensuellement. En effet, plus de 79,0% des chefs de ménage sont occupés contre seulement 03,6% en situation de chômage et/ou en quête d'emploi. Par ailleurs, seulement 06,0% des ménages sont dirigés par des ménagères et 2,6% sont rentiers. Le graphique ci-dessous montre la situation d'occupation des chefs de ménage.

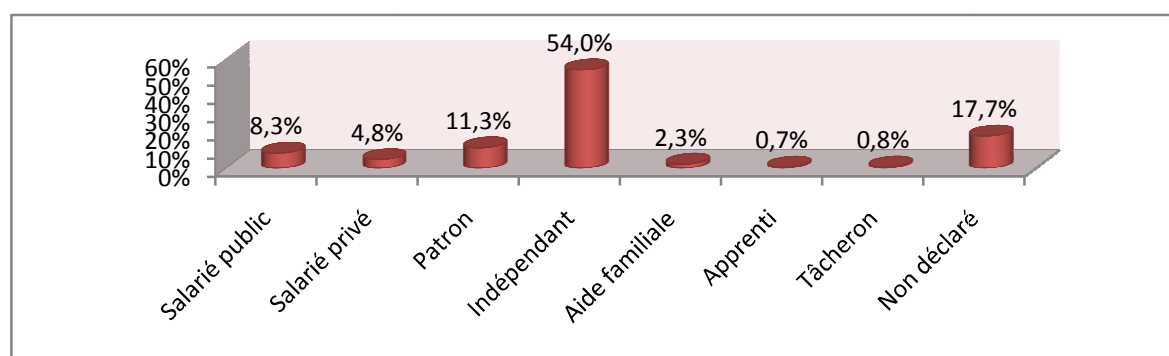
Graphique n° 19 : Répartition des ménages selon la situation d'occupation du chef



Source : Résultats d'enquête, DGAE 2011

Les chefs de ménage rencontrés exercent diverses professions, allant de l'apprenti au salarié (public ou privé) en passant par des patrons d'entreprises et les indépendants. La plupart d'entre eux sont des acteurs indépendants (54,0%), 11,8% sont des patrons d'entreprise et 13,1% sont des salariés dans le secteur public ou dans le secteur privé.

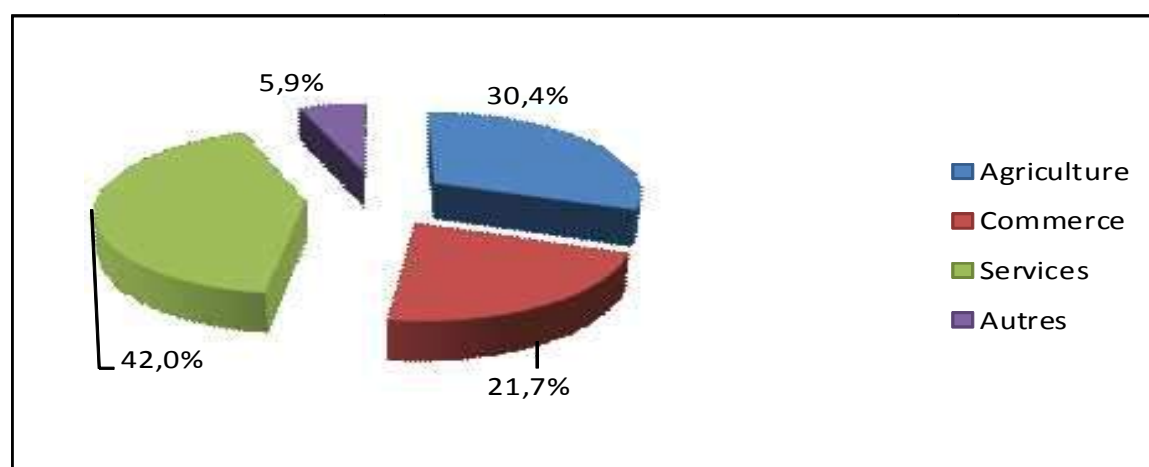
Graphique n° 20: Situation dans le secteur d'occupation des chefs de ménage



Source : Résultats d'enquête, DGAE 2011

Les occupations touchent divers secteurs de l'économie. Les occupations les plus fréquentes sont relatives aux secteurs Services, Agriculture et Commerce. Ainsi, environ 42,0% des chefs de ménage ont déclaré qu'ils exercent dans le secteur des Services, 30,4% dans le secteur Agriculture, 21,7% dans le secteur Commerce et 5,9% dans les autres activités.

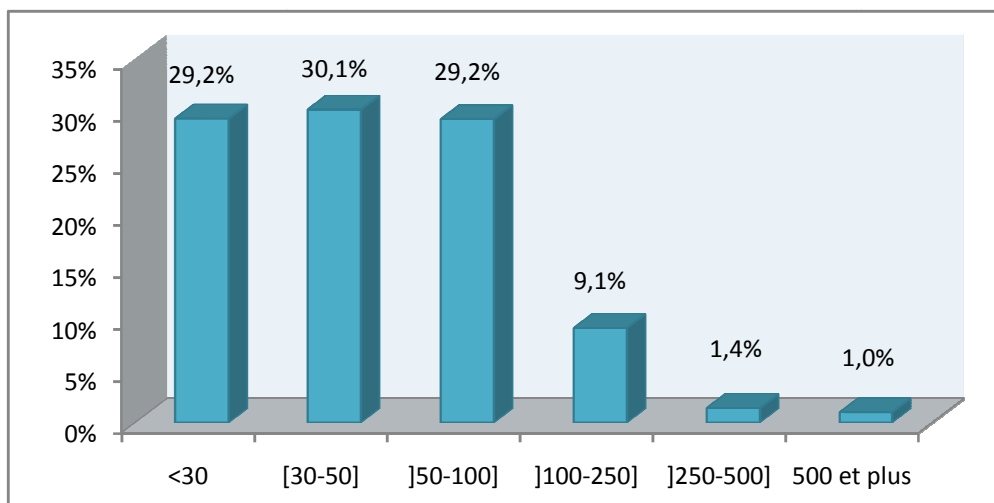
Graphique n° 21: Répartition des ménages selon l'occupation principale



Source : Résultats d'enquête, DGAE 2011

Le graphique n° 22 ci-dessous indique une distribution des revenus très concentrée entre 30 000 francs CFA et 100 000 francs CFA. La tranche de salaire modale est [30-50] mille FCFA et 88,5% des ménages ont un salaire inférieur ou égal à 100 000 FCFA. Les ménages ayant un salaire supérieur ou égal à 500 000 FCFA représentent seulement 1,0% de l'échantillon.

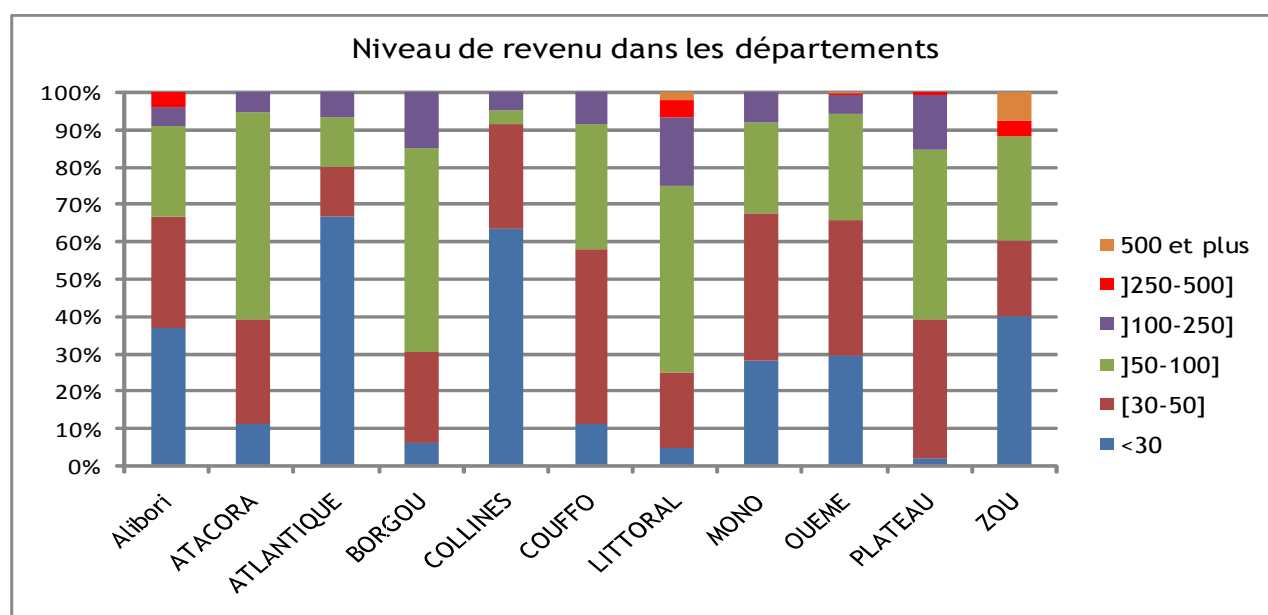
Graphique n° 22: Répartition des ménages selon le revenu mensuel



Source : Résultats d'enquête, DGAE 2011

Cette distribution du revenu cache, cependant, quelques disparités par département. En effet, dans les départements de l'Atlantique et des Collines, plus de 60% des ménages enquêtés gagnent moins de 30 000 FCFA par mois, alors que dans les départements du Littoral et du Plateau, moins de 5% des ménages gagnent moins de 30 000 FCFA. Dans les départements de l'Atacora, du Borgou, du Littoral et du Plateau, en moyenne la moitié de la population enquêtée perçoit entre 50 et 100 000 FCFA de revenu mensuel. Le graphique suivant renseigne plus la dispersion du revenu entre et à l'intérieur des départements.

Graphique n° 23 : Répartition de l'échantillon selon le niveau d'instruction par département



Source : Résultats d'enquête, DGAE 2011

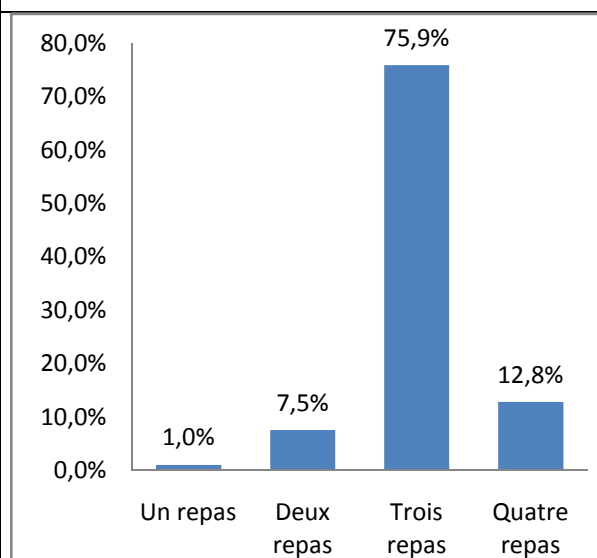
III.2. HABITUDES DE CONSOMMATION ET APTITUDES DE SUBSTITUTION DES MENAGES

L'effet de la hausse des prix des produits alimentaires s'est révélé, de façon diversifiée, sur les comportements de consommation des ménages enquêtés.

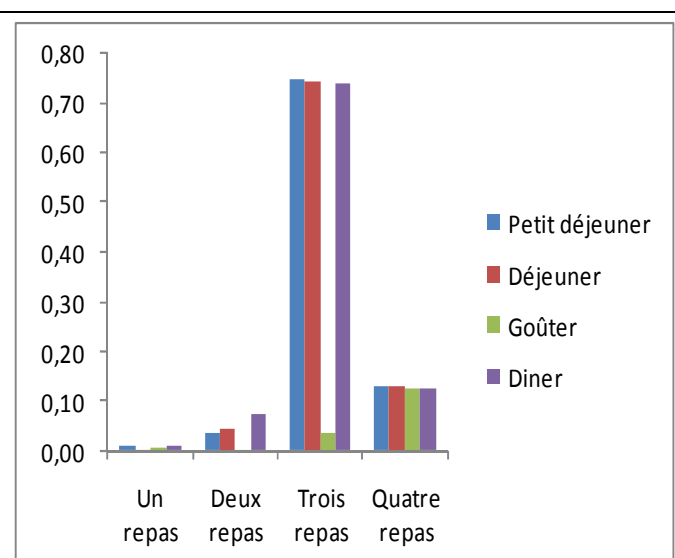
III.2.1. COMPORTEMENTS DE CONSOMMATION

Les résultats de l'enquête révèlent que la majorité des ménages, 89% des enquêtés, prennent au moins trois repas par jour. En effet, 76% des ménages déclarent consommer trois repas par jour et 13% prennent quatre repas chaque jour. Une minorité prend au plus deux repas (7,5% prennent deux repas par jour et 1% seulement ne consomme qu'un seul repas par jour). L'analyse des heures de prise des repas montre que, pour les ménages ne prenant au plus que deux repas par jour, le dîner ou le déjeuner constituent les principaux repas assurés par les ménages. Les ménages qui consomment trois repas par jour, prennent le petit déjeuner, le déjeuner et le dîner. Une faible proportion de ces ménages prend le goûter au détriment éventuellement du dîner, selon les résultats de l'enquête. Seuls les ménages qui prennent quatre repas consomment à une fréquence presque constante les quatre repas habituels.

Graphique n° 24 : Nombre de repas pris par jour



Graphique n° 25 : Repas consommés selon le nombre de repas pris



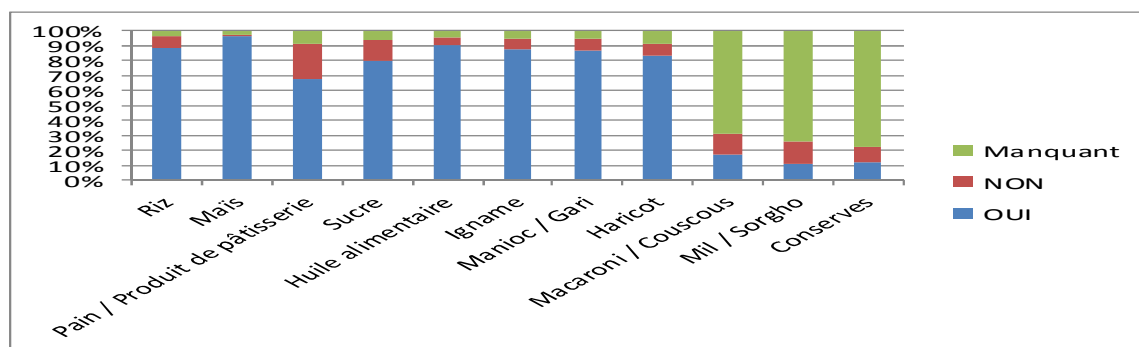
Source : Résultats d'enquête, DGAE 2011

• Les produits consommés

Les habitudes alimentaires sont influencées à la fois par les conditions agro-écologiques, mais aussi par des facteurs socioculturels, anthropologiques, économiques et par la disponibilité alimentaire. Au Bénin, le repas est souvent composé de deux plats : d'une part, les aliments de

base (céréales et tubercules), et d'autre part l'accompagnement, qui est généralement de la sauce, dont la composition varie. Le graphique suivant montre la prépondérance de certains aliments dans la consommation. La composition de ces produits peut varier d'une région à l'autre, en fonction des habitudes alimentaires.

Graphique n° 26 : Type de produits consommés par les ménages

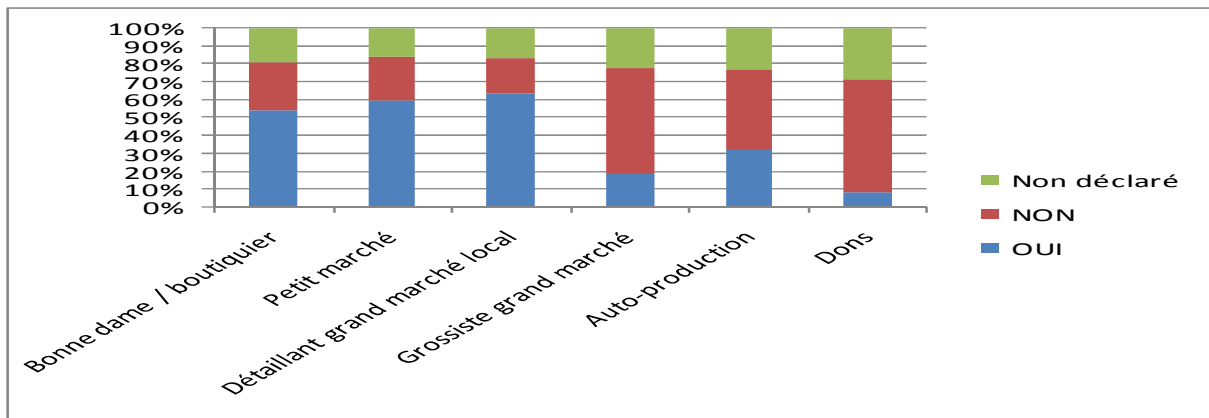


Source : Résultats d'enquête, DGAE 2011

- Source d'approvisionnement des produits alimentaires

Les sources d'approvisionnement des produits alimentaires consommés varient, en général, en fonction du pouvoir d'achat, des conditions agro-écologiques et du milieu de résidence des ménages. Les résultats de l'enquête montrent que la plupart des ménages (plus de 60%) s'approvisionnent auprès des détaillants dans les marchés locaux, c'est-à-dire les grands marchés de commune. Les ménages s'approvisionnent également dans les petits marchés de quartier ou d'arrondissement (60%), chez les boutiquiers du quartier (55%). Peu de ménages achètent chez les grossistes (19%) et les dons sont relativement faibles (8%). L'autoproduction concerne environ 33% des ménages enquêtés.

Graphique n° 27 : Sources d'approvisionnement des produits consommés par les ménages



Source : Résultats d'enquête, DGAE 2011

III.2.2. IMPACT DE LA HAUSSE DES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES SUR LES HABITUDES ALIMENTAIRES

- **Comportement d'approvisionnement ou substitution en période de flambée des prix**

Les ménages béninois ont des comportements peu prévisionnistes en matière de constitution de stock de produits alimentaires. En effet, moins de 20% des ménages enquêtés déclarent avoir l'habitude de constituer des stocks de produits alimentaires pour en faire usage pendant les périodes de hausse des prix ou de rareté. Le principal produit mis en stock est le maïs. En effet, plus de 90% des ménages déclarent constituer des stocks de maïs. Par ailleurs, la moitié de ceux qui détiennent des stocks de produits alimentaires ont en provision du riz, du haricot, des huiles alimentaires et du gari.

Par contre, plus de la moitié des ménages enquêtés (53%) diminuent leur consommation de riz, lorsque ce produit devient plus cher. Aussi, 30% des ménages diminuent leur consommation de sucre et d'huile alimentaire lorsque ces produits deviennent plus chers.

En ce qui concerne la substitution des produits, 20% des ménages enquêtés substituent certains produits à d'autres qu'ils avaient l'habitude de consommer fréquemment. Mais, l'analyse des résultats montre qu'il s'agirait plus de produits complémentaires que de véritables substitutions.

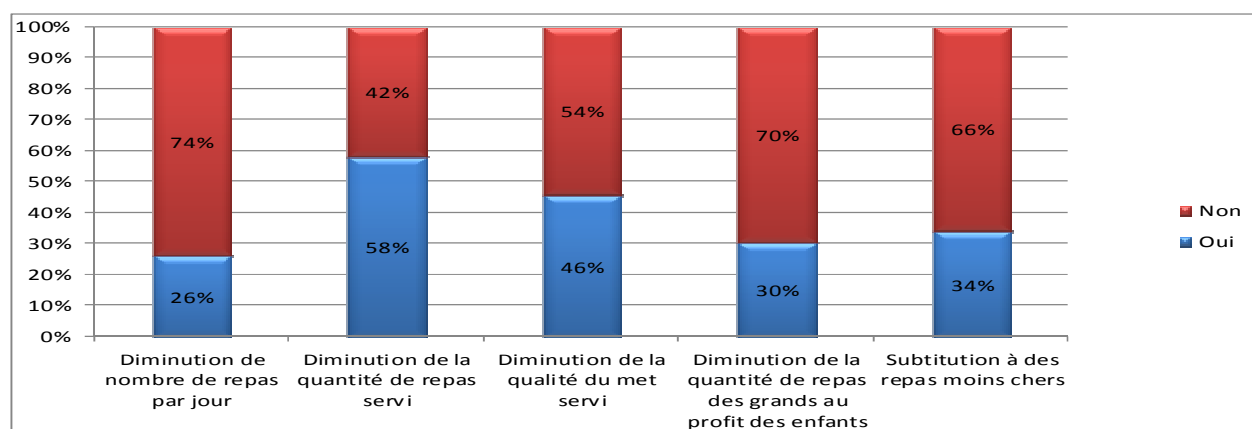
- **Impact sur les quantités et qualités**

La hausse des prix des produits alimentaires a peu d'influence sur le comportement quotidien des ménages. La plupart des ménages continuent, en période de flambée des prix, de consommer le nombre de repas qu'ils avaient l'habitude de prendre par jour (seulement 26% diminuent le nombre) mais ils réduisent la quantité des repas servis (58% des ménages) ou

diminuent la quantité de repas des plus âgées au profit des plus jeunes (30%), surtout les enfants. Ces pratiques sont courantes dans les milieux ruraux ou les familles vivent de petites exploitations agricoles.

Par ailleurs, le tiers des ménages diminue la quantité des ingrédients qui entrent dans la composition des repas servis ; ce comportement intervient souvent en période de soudure dans les ménages pauvres qui se contentent de consommer des produits de moindre qualité et moins chers.

Graphique n° 28 : Variation des repas pendant la hausse des prix



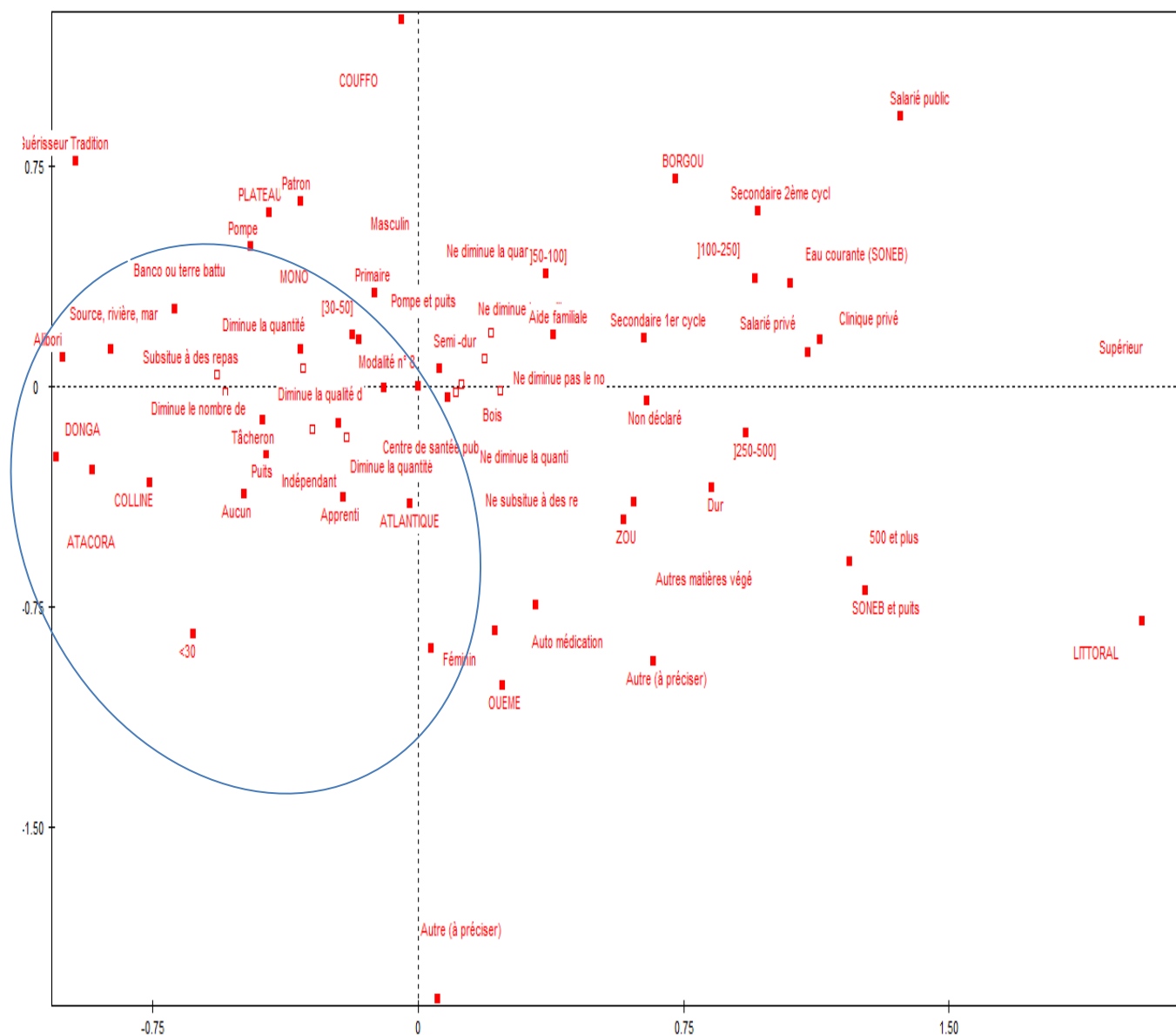
Source : Résultats d'enquête, DGAE 2011

• Caractéristiques des ménages impactés

L'analyse en correspondance multiple sur les données d'enquête révèle deux groupes d'individus qui ont subi des effets différents sur les quantités et les qualités des repas consommés. – la classification oppose deux groupes de ménage, l'un ayant modifié au moins l'une de ses habitudes de consommation et l'autre n'ayant pas changé de comportement.

Les ménages impactés résident dans les départements de l'Atacora, de l'Alibori, de la Donga, de l'Atlantique, des Collines, du Mono et du Couffo. Ils sont des ménages dont les chefs de famille sont en majorité des travailleurs indépendants et ou des tâcherons ayant au plus le niveau primaire, avec des revenus n'excédant pas 50 000 FCFA le mois.

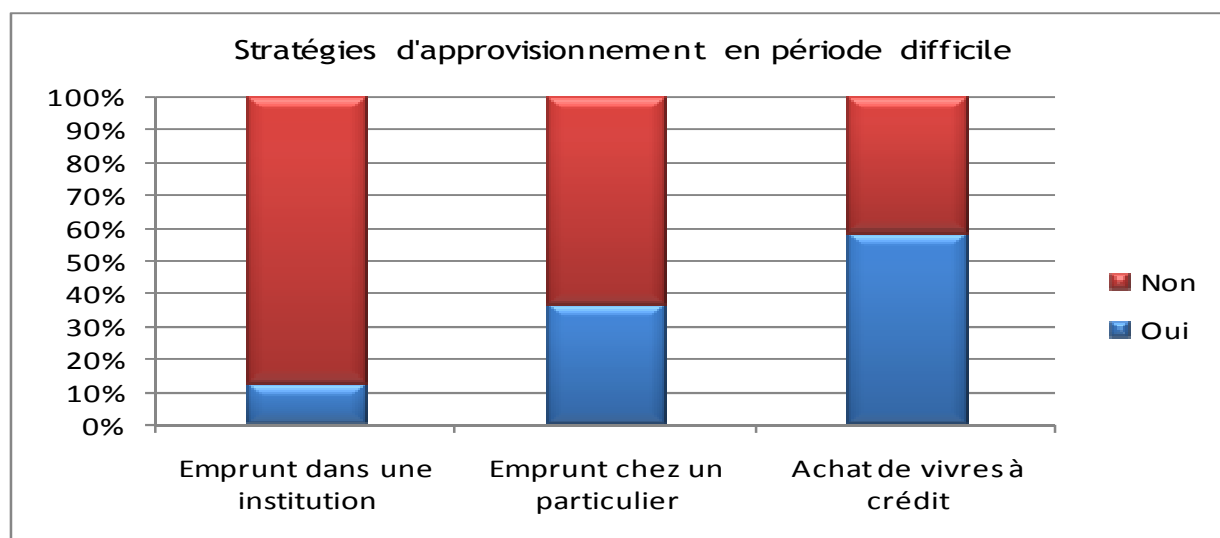
Facteur 2



• Stratégies d'approvisionnement en période de flambée des prix

En période de flambée des prix, tous les ménages n'arrivent pas à pourvoir, ou du moins à eux seuls, à leurs besoins alimentaires. Ils recourent en conséquence à d'autres stratégies pour subvenir aux besoins de leur famille. D'après les résultats de l'enquête, les ménages ayant été contraints de modifier l'une ou l'autre de leurs habitudes alimentaires recourent aux pratiques d'achat de vivres à crédit (58%). Certains ménages (35%) sollicitent des prêts chez des particuliers, souvent des usurers pour subvenir à leurs besoins nutritionnels. Une minorité de ménages (10%) sollicitent l'appui des institutions financières pour le financement de leurs activités en vue de faciliter l'achat des biens et services de consommation.

Graphique n° 29 : Mode d'approvisionnement des ménages



Source : Résultats d'enquête, DGAE 2011

IV. IMPACTS MACROECONOMIQUES DE LA HAUSSE DES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET PETROLIERS SUR L'ECONOMIE NATIONALE ET MESURES DE POLITIQUE ECONOMIQUE

Les effets de la hausse des prix sur le cadre macroéconomique ont été mesurés à l'aide du Modèle de Simulation et d'Analyse des Réformes Économiques (MOSARE) de la Direction Générale des Affaires Économiques. La méthodologie proposée est une analyse en statique comparative. Elle a consisté à comparer la situation de hausse des prix à celle de référence (sans hausse).

Encadré n° 3 : MOSARE

Le MOSARE est un modèle destiné aux simulations et au cadrage macroéconomique de la loi de Finances au Bénin. Sa fonction essentielle est de réaliser des projections à court terme (de un à trois ans) de l'économie béninoise, de manière à établir un programme soutenable de dépenses et de recettes. Le MOSARE n'est pas un modèle économétrique. Il appartient à la classe des modèles « quasi comptables » conçus pour projeter les données économiques d'un pays ne disposant pas de longues séries. Il respecte le cadre comptable cohérent des comptes nationaux. Les comportements sont principalement traduits par les ratios constants mais modifiables (coefficients techniques, propension à consommer, taux apparent de fiscalité, coefficients budgétaires, taux de marge). Le modèle utilise une structure keynésienne classique (bouclage par les revenus) mais tient compte aussi des principales relations intersectorielles et des secteurs non liés à la demande. Le modèle comporte sept (07) Modules qui sont en inter- relation : (i) le Module Tableau Ressources - Emplois ; (ii) le Module Opérations Financières de l'État ; (iii) le Module Balance des Paiements ; (iv) le Module Situation Monétaire ; (v) le Module Dette ; (vi) le Module Prix et (vii) le Module Pauvreté et Inégalité. Chacune des composantes est divisée en deux parties : une partie rétrospective, calée sur les comptes nationaux et les autres sources disponibles et une partie prévisionnelle.

Le MOSARE comprend, outre les secteurs de la demande, trois (03) secteurs d'offre : le secteur agricole, le secteur de la réexportation et le secteur « Eau et électricité ».

Par ailleurs, les variables exogènes sont regroupées en deux (02) catégories :

- les variables concernant l'environnement international, c'est-à-dire principalement les cours de l'euro, du dollar, du naira et du bath thaïlandais et le prix du coton ainsi que les taux d'intérêt qui influencent l'endettement et les charges financières ;
- les variables de politique économique qui concernent les dépenses publiques (notamment l'investissement public et le salaire), les taux de fiscalité, les emprunts intérieurs et le solde budgétaire.

A partir de ces données, le modèle calcule les principaux agrégats macroéconomiques : importations en valeur, PIB, recettes fiscales, amortissements des emprunts, capacités et besoins de financement des agents (en termes de comptabilité nationale et en termes de solde budgétaire et de balance des paiements courants).

IV.1 IMPACT DE LA HAUSSE DES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET PETROLIERS SUR LE CADRE MACROECONOMIQUE

Nous avons réalisé des simulations à partir de deux comptes. Il s'agit d'un compte de référence, correspondant à un équilibre économique sans hausse des prix, et d'un compte de simulation, correspondant à l'équilibre avec la hausse des prix.

L'écart obtenu entre le compte de référence et le compte de simulation a permis de dégager les effets sur l'équilibre macroéconomique et financier.

Pour la réalisation des différents comptes, les principales hypothèses ont porté sur :

- une hausse des prix des produits vivriers de 15% en 2010 et de 24% en 2011 mesuré sur la base de l'indice des prix de la Banque Mondiale ;
- une hausse du cours du baril de pétrole de 4,5% en 2010 et de 3% en 2011 par rapport aux prévisions d'avril 2010 contenues dans le Mosare et qui ont servi à l'élaboration du cadrage macroéconomique. Les prévisions étant de 76 \$ et 105\$, respectivement en 2010 et 2011.

IV.1.1 IMPACT SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE

La hausse des prix des produits alimentaires et pétroliers a induit une baisse de la consommation finale des ménages, aussi bien en 2010 qu'en 2011. Cette baisse de la consommation finale des ménages s'est automatiquement répercutée sur le taux de croissance de l'économie nationale.

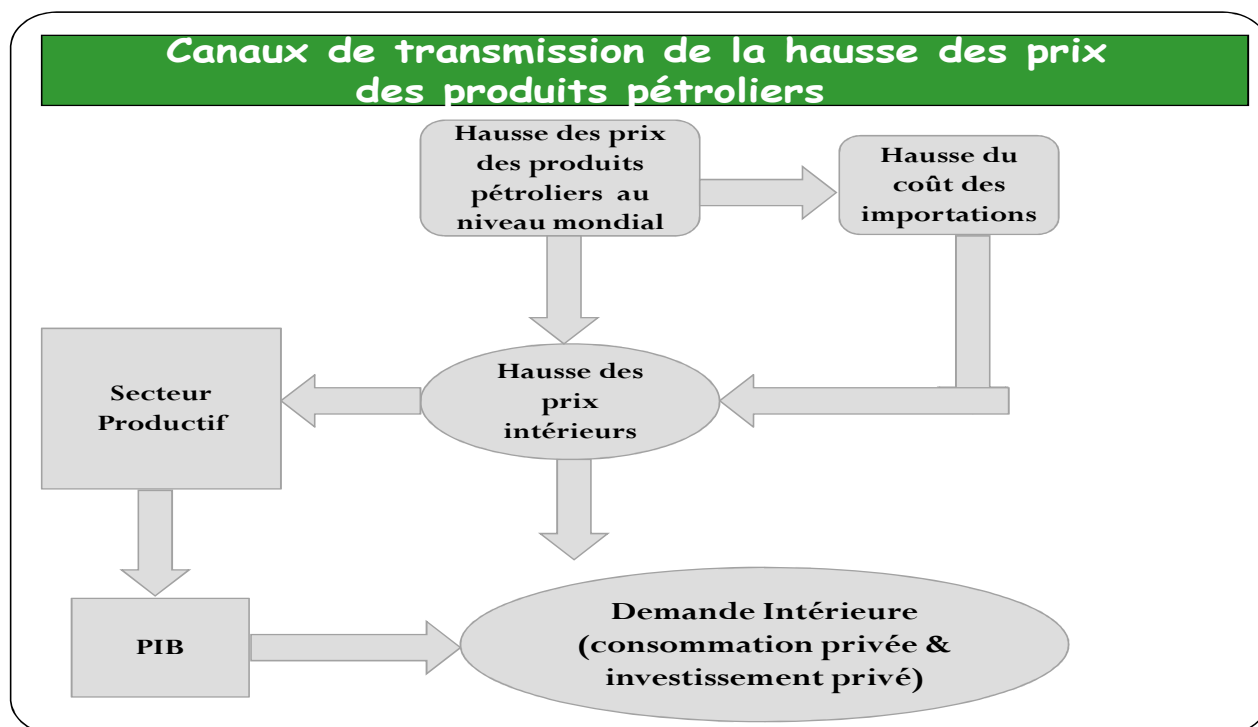
En effet, l'analyse des canaux de transmission a montré que la hausse des prix des produits pétroliers sur le marché mondial a provoqué un accroissement du coût des importations qui s'est répercuté sur les prix intérieurs. Les biens importés ayant enregistré une hausse de leur prix, les opérateurs économiques n'ont pas eu d'autres choix que de répercuter ses prix sur les consommateurs. Cette hausse des prix a entraîné une baisse de la demande intérieure (consommation finale et investissement).

Par ailleurs, le secteur productif est également impacté par cette hausse en lien avec le renchérissement de sa consommation intermédiaire, même si en définitif, la hausse des prix dans la plupart des cas est répercutée sur les ménages.

La conséquence directe de la baisse de la demande intérieure en l'absence d'un accroissement proportionnelle de la demande extérieure est la baisse de la production intérieur brut.

La balance commerciale étant structurellement déficitaire, en raison de l'importance du poids des importations par rapport à celui des exportations, la demande extérieure ne peut à court terme combler la baisse de la demande intérieure.

En conséquence, les simulations ont montré que la hausse des prix des produits pétroliers a induit toutes choses égales par ailleurs, une perte de croissance de 00,3% et de 00,2% respectivement en 2010 et 2011.



De même, la hausse des prix des produits alimentaires, au plan mondial, a entraîné un accroissement des prix des produits locaux, avec un effet d'entraînement sur les prix des produits de réexportation. Cette hausse des prix des produits locaux a entraîné une inflation qui a eu pour conséquence une baisse de la consommation finale des ménages.

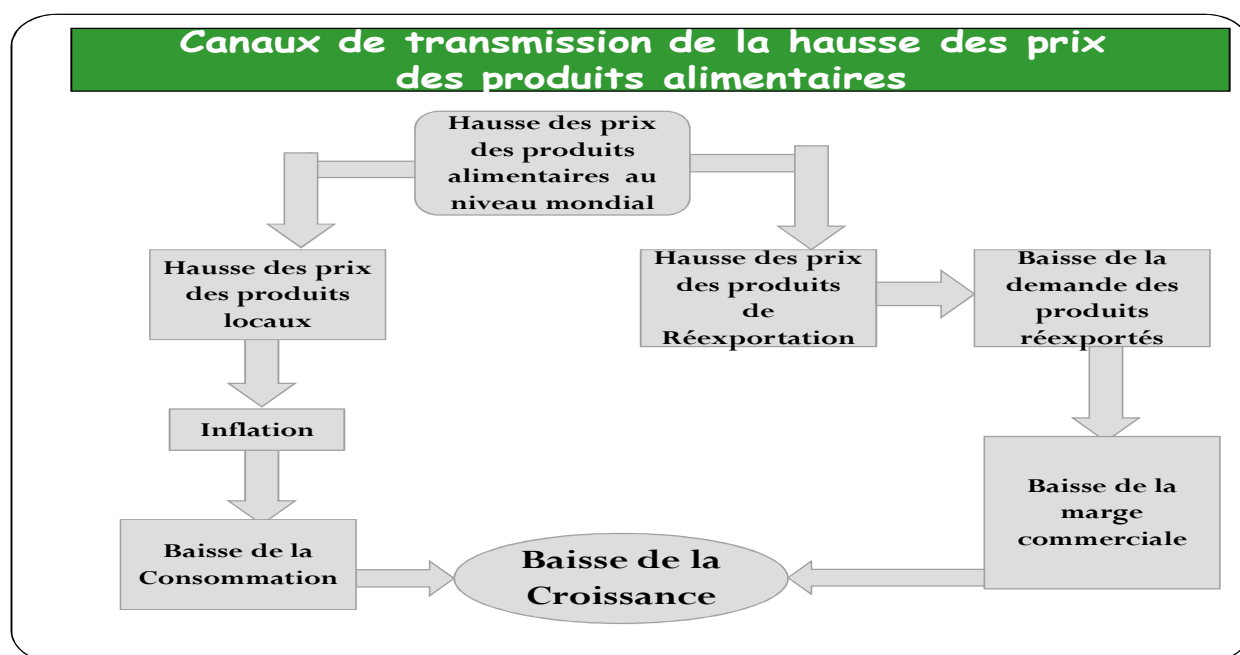
La consommation finale des ménages étant une composante de la demande intérieure, il va s'en dire que sa baisse va entraîner toute choses égales par ailleurs une contraction de la demande intérieure.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, la contraction de la demande intérieure suite à la hausse des prix des produits alimentaires, aura les mêmes répercussions à quelques différences près sur le produit intérieur brut que celle de la hausse des prix du pétrole. Cette différence serait due au degré de sensibilité sur l'économie nationale des prix des produits pétroliers par rapport aux produits alimentaires.

Par ailleurs, la hausse des prix des produits de réexportation aurait entraîné une baisse de la demande des biens des réexportations engendrant ainsi une contraction de la marge commerciale des entreprises opérant dans le secteur. La contraction de la marge commerciale induirait tout comme la demande intérieure, un effet négatif sur la croissance du PIB.

En conséquence, la perte de croissance induite par la hausse des prix des produits alimentaires est respectivement de 00,2% et de 00,4% en 2010 et en 2011.

Globalement, la perte de croissance due à la hausse des prix des produits alimentaires et pétroliers est ressortie à 00,5% en 2010 et à 00,6% en 2011.



IV. 1.2 IMPACT SUR LA PAUVRETE

En tenant compte des habitudes de consommation de la population aussi bien pauvre que non pauvre, analysé un peu plus haut, la flambée des prix ne peut qu'avoir un impact sur les indicateurs de pauvreté. En effet les analyses précédentes ont montré que la consommation finale des ménages s'est contractée en lien avec le renchérissement des prix, qui en réalité est répercuté sur le consommateur.

De même, les canaux de transmission cités précédemment, ont montré toutes choses, égales par ailleurs, que la contraction de la consommation finale des ménages suite à la hausse des prix a induit une baisse du Produit Intérieur Brut.

Il est évident que toute perte de croissance est automatiquement ressentie sur les indicateurs de pauvreté.

Tableau 6 : Niveau de pauvreté

	Avant simulation		Après simulation	
	2010	2011	2010	2011
Indice de la pauvreté	31,4%	34,6%	32,6%	36,4%

Source : DGAE, Février 2012

En 2010, les simulations ont montré que la pauvreté s'est aggravée de 1,2 point et de 2,2 points en 2011. La hausse du niveau de pauvreté atteinte en 2011 est beaucoup plus imputable à la flambée des prix alimentaires.

La hausse enregistrée en 2010 aurait été moindre, si le Bénin n'avait pas connu, au dernier trimestre de la même année, des inondations qui ont ravagé une très bonne partie des cultures vivrières, limitant ainsi les comportements d'adaptation des ménages.

En 2011, par contre, la hausse aurait été plus importante si les prix internationaux n'avaient pas amorcé une tendance baissière au second semestre 2011.

IV.2 PROPOSITION DE MESURES DE POLITIQUES ECONOMIQUES

L'impact de la hausse des prix des produits alimentaires et pétroliers de 2010-2011 sur l'économie béninoise et les conditions de vie des ménages n'a pas donné lieu à des conséquences sévères comme les crises alimentaire et énergétique de 2008. Les mesures de politique économique qui peuvent être prises pour anticiper les prochaines crises peuvent se résumer comme suit :

- mettre en place un dispositif d'ajustement des prix des produits alimentaires dont la liste aurait été définie et reconnue comme produits sensibles pour les populations, à l'instar de ce qui se fait pour les produits pétroliers ;
- étudier les possibilités d'instauration de taux de TVA réduit pour certains produits alimentaires ;
- renforcer la constitution des stocks de sécurité alimentaire de l'ONASA et l'étendre à d'autres produits alimentaires de première nécessité comme le riz pour qu'en cas de crise, l'Etat puisse céder ces produits à moindre coût aux populations ;
- renforcer le contrôle des prix sur les marchés intérieurs.

A côté de ces mesures, il est aussi indispensable de prendre des mesures d'accompagnement telles que :

- la mise en place d'un système de suivi des prix des produits alimentaires sur les marchés internationaux qui permettra de donner les signaux d'alerte en temps réel ;
- le recensement des importateurs de produits alimentaires et l'instauration d'un cadre de concertation avec ces derniers pour mieux les écouter et savoir prendre les décisions bénéfiques pour chaque partie en cas de crise ;
- la dynamisation de la production agricole en donnant plus d'importance aux produits vivriers ;
- la promotion de la transformation des produits agricoles locaux.

CONCLUSION

Les crises alimentaires et énergétiques connues, au plan mondial et au Bénin en particulier entre 2010 et 2011, ont plusieurs sources. Au nombre de celles-ci, on peut citer les changements climatiques, la réduction des stocks en produits alimentaires et l'accroissement des prix des produits pétroliers. Au Bénin, cette crise est essentiellement due aux chocs extérieurs liés à notre dépendance pour l'approvisionnement en produits alimentaires et pétroliers.

La hausse des prix des produits alimentaires et pétroliers a légèrement touché l'économie béninoise. Elle s'est manifestée par une inflation importée qui s'est caractérisée par une baisse du chiffre d'affaires des entreprises importatrices des produits alimentaires.

Les boulangeries ont été particulièrement touchées par la crise, à travers l'envolée des prix du blé, mais cette flambée s'est répercutée sur le consommateur, à travers l'ajustement des prix de cession du pain en gros.

Les ménages qui ont véritablement senti les effets de la hausse des prix de la période de 2010-2011 sont ceux des départements de l'Atacora, de l'Alibori, de la Donga, de l'Atlantique, des Collines, du Mono et du Couffo. Ils sont constitués, pour la plupart d'entre eux, des travailleurs indépendants et ou des tâcherons.

Sur le plan macroéconomique, la hausse des prix des produits alimentaires et pétroliers a induit une baisse de la consommation finale des ménages et l'aggravation de la pauvreté.

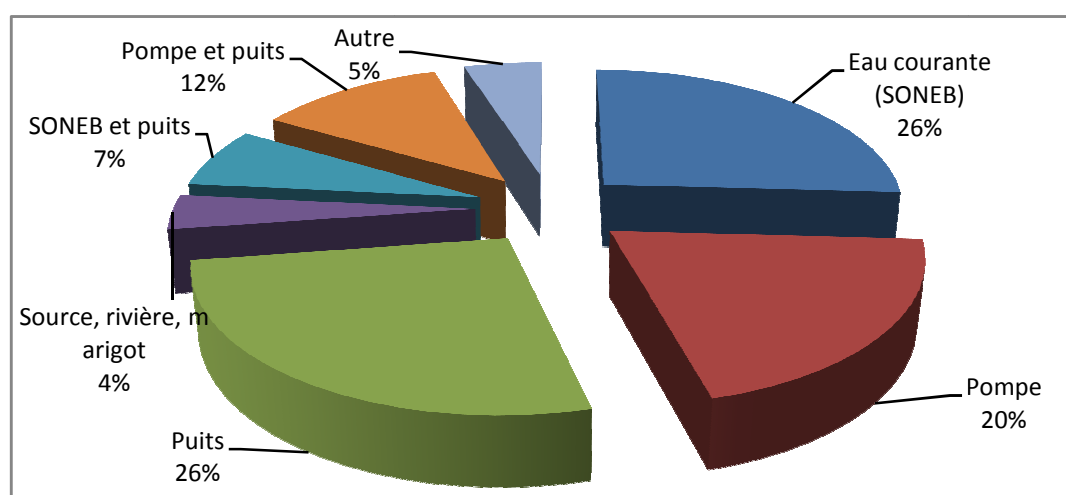
ANNEXES

ANNEXE 1 : CARACTERISTIQUES DES MENAGES (SUITE)

- Source d'approvisionnement en eau de boisson

Peu de personnes enquêtées (33%) ont accès à l'eau courante dont le service est assuré par la Société Nationale des Eaux du Bénin (SONEB) ; 26,7% utilisent l'eau de puits (protégés ou non) et moins de 9,0% s'approvisionnent en eau de marigot, rivière et autres sources. D'autres ménages utilisent à la fois l'eau de pompe et l'eau de puits (11,7%) ou l'eau de la SONEB et le puits (6,8%). Il s'agit des ménages qui utilisent généralement l'eau potable pour les besoins de consommation et le puits pour les autres besoins.

Graphique n° 30: Répartition des ménages selon l'accès à l'eau potable



Source : Résultats d'enquête, DGAE 2011

• Accès à l'électricité et aux soins de santé

Pour les besoins d'éclairage, au moins 41% des ménages rencontrés utilisent la SBEE comme source d'éclairage contre environ 42,6% qui utilisent encore la lampe.

Tableau 7 : Répartition des ménages selon le mode d'éclairage

Mode d'éclairage	Effectifs	Pourcentage
Électricité (SBEE)	748	41,2%
Électricité (groupe)	44	2,4%
Lampe	774	42,6%
SBEE + Lampe	176	9,7%
Lampe + groupe	63	3,5%
Autres	11	0,6%
Total	1816	100,0%

Source : Résultats d'enquête, DGAE 2011

- **Accès aux soins de santé**

En termes d'accès aux soins de santé, la majorité (76,0%) des ménages utilisent les Centres de Santé Publique contre seulement 12,0% qui vont se faire soigner dans les cliniques privées. La pratique d'automédication ne concerne que 6,2% des ménages interrogés et 3,4% seulement déclarent recourir à la médecine traditionnelle en cas d'ennuis sanitaires.

Tableau 8 : Répartition des ménages selon l'accès aux services de santé

Accès aux services de santé	Effectifs	Pourcentage
Centre de Santé Public	1380	76,0%
Clinique privé	223	12,3%
Auto médication	114	6,3%
Guérisseur Traditionnel	62	3,4%
Autres	37	2,0%
Total	1816	100,0%

Source : Résultats d'enquête, DGAE 2011

ANNEXE 2 : NOTES SUR LE PROGRAMME DE VÉRIFICATION DES IMPORTATIONS-NOUVELLE GÉNÉRATION (PVI-NOUVELLE GÉNÉRATION)

Objectifs du programme

Le Budget de l'Etat béninois est caractérisé par une forte prépondérance des recettes fiscales. En effet, sur la période 2006-2010, les recettes fiscales représentaient en moyenne près de 87% des ressources totales de l'Etat. Sur l'ensemble des recettes fiscales, les recettes douanières viennent en tête avec plus de 54% en moyenne sur la période sous-revue ; ce qui témoigne de l'importance desdites ressources dans le financement des dépenses de l'Etat.

Pour améliorer les recettes douanières et accroître la capacité de dépenses de l'Etat, le Gouvernement du Bénin a initié un certain nombre de réformes visant à réduire la fraude fiscale et l'insécurité au niveau des frontières, dont notamment au Port de Cotonou et à faciliter les opérations d'enlèvement au cordon douanier. Au nombre de ces réformes, figure, en bonne place, le Programme de Vérification des Importations-Nouvelle Génération.

Aux termes du décret n° 2011-106- du 22-mars-2011 l'instituant, le Programme de Vérification des Importations (PVI) nouvelle génération regroupe essentiellement l'ensemble des opérations suivantes :

- ❖ la vérification avant embarquement des biens importés au Bénin ;
- ❖ l'inspection par scanners à rayon X des biens débarqués sur le territoire du Bénin ;
- ❖ le suivi électronique des biens en transit ;
- ❖ l'appui à la gestion automatisée des magasins et aires de dédouanement, des magasins et aires d'exportation et des terminaux à conteneurs ;
- ❖ la certification des poids des biens en vrac importés par le Port de Cotonou ;
- ❖ la certification de la valeur en douane des biens importés par voie terrestre et non soumis à l'inspection avant embarquement ;
- ❖ la certification des poids des biens importés par voie terrestre.

La Société Bénin Control SA a été mandatée par le Gouvernement pour exécuter les opérations décrites plus haut.

Les avantages du programme

De par les objectifs formulés par le programme, on doit s'attendre à des avantages certains qui devraient permettre d'améliorer non seulement les recettes douanières mais aussi le climat des

affaires au Bénin. Comme avantages éventuels que l'on peut tirer du programme, on peut citer, entre autres :

1. la modernisation et le renforcement des capacités opérationnelles de la douane par l'utilisation de nouveaux outils performants de contrôle et d'évaluation des marchandises ;
2. la limitation des pertes des recettes douanières, à travers la vérification avant embarquement des marchandises importées ;
3. la célérité dans les procédures de dédouanement et d'enlèvement des marchandises, améliorant ainsi la compétitivité du Port de Cotonou ;
4. l'accroissement des recettes publiques, donnant plus de moyens à l'Etat pour faire face au financement de ses investissements ;
5. le renforcement de la sécurité publique, à travers l'identification exacte du contenu des conteneurs (lutte contre le trafic d'armes et des stupéfiants, etc.) ;
6. la détection des pratiques frauduleuses.

Le public face à l'application du PVI-NG

L'application du programme a suscité une vive réaction aussi bien de la part des opérateurs économiques dans leur majorité que de la population tout entière.

Si, selon certains opérateurs économiques, le PVI-NG est une bonne réforme, en ce sens qu'il permettra à l'Etat de maîtriser le flux réel des importations et de lutter contre les mauvaises pratiques frauduleuses observées au niveau de la douane, d'autres, par contre, font observer que cette réforme engendrerait une augmentation des frais de douane sur les marchandises importées, avec pour conséquences une baisse de la compétitivité du Port de Cotonou par rapport à ses ports concurrents, une baisse de l'activité dans le secteur des services en général, une baisse des recettes fiscales, une destruction des emplois et un ralentissement de la croissance économique. Pour ces derniers, le PVI-NG a entraîné une augmentation des frais des marchandises importées de plus de 10% en moyenne. Pour contenir cette hausse, ils demandent à l'état de diminuer les taxes douanières ou de subventionner ne serait-ce que les prix des produits de grande consommation

Pour l'Etat, le PVI-NG ne devrait, en aucun cas, induire une augmentation des frais des marchandises importées. Pour preuve, les taxes douanières n'ont subi aucune augmentation et mieux, les coûts de prestation du programme sont pris en compte par le Gouvernement béninois. Ainsi, l'acharnement de certains opérateurs économiques contre cette réforme n'a d'autres explications que le coup dur que cette dernière porte au système de corruption

organisé autour de la valeur des marchandises. Le seul souci du programme est de passer des valeurs consensuelles qui sont généralement des valeurs minorées à des valeurs réelles ou des valeurs transactionnelles qui permettront d'appréhender la juste valeur douanière des marchandises importées.

Pour la plupart des consommateurs, le programme de vérification des importations est porteur de tendances inflationnistes, en ce sens que son application a entraîné une augmentation quasi générale des prix des produits de première nécessité. Cependant, d'autres consommateurs estiment que le PVI-NG ne saurait en lui seul expliquer l'augmentation quasi générale des prix observés car pour eux, le PVI-NG est juste une mesure pour contrôler les importations des marchandises en direction de notre pays. Ils estiment que l'augmentation constatée est l'œuvre des spéculateurs et que l'Etat doit prendre des mesures telles que le contrôle des prix pour endiguer les actions néfastes de ces derniers pour l'économie nationale.

ANNEXE 3 : METHODOLOGIE D'ECHANTILLONNAGE : VOLET ENTREPRISE

Dans le cadre de l'étude portant sur l'Impact de la flambée des prix des produits alimentaires et pétroliers de la période de 2010-2011 sur l'économie béninoise, nous avons fait recours à la liste des entreprises importatrices des produits alimentaires régulièrement enregistrées à la Direction Générale du Commerce Extérieur et ayant leur carte d'importateur. Dans un premier temps, cette liste en version papier a été saisie et transformée en fichier Excel pour faciliter l'exploitation. On peut ainsi dénombrer 614 entreprises.

Dans ce répertoire d'entreprises figurent des numéros de téléphone et des adresses imprécises. On y distingue 187 entreprises ayant des numéros de téléphone fixe et 477 entreprises ayant des numéros de téléphone portable. Pour compléter la localisation des entreprises, tous les numéros de téléphone fixe (187) ont été appelés et seulement **50 ont pu être localisés**. Pour le reste, soit le numéro est hors service, n'est pas attribué ou l'entreprise n'est plus à ce numéro.

Les 477 entreprises ayant les numéros de téléphone portable ont été dépouillées et des doublons ont été écartés. Après ce travail, il restait 403 entreprises ayant des numéros portables à localiser. Sur l'ensemble, 267 entreprises ont été effectivement appelées, soit 66% de l'ensemble : 198 fonctionnent normalement et 69 ne sont plus en service. Parmi les numéros fonctionnels, le constat est qu'il y a des entreprises qui ne font pas les produits alimentaires et d'autres numéros ne correspondent pas à des numéros d'entreprises. Après avoir enlevé ces dernières, on a **155 entreprises bien localisées**, y compris certaines entreprises sans siège dont les responsables ont proposé à ce qu'on les appelle pour leur administrer le questionnaire.

Une nouvelle base des entreprises de 205 (155+50) entreprises bien localisées a été constituée et nous avons retenu d'enquêter 75% des entreprises importatrices de produits alimentaires de cette base de données des entreprises constituée pour les besoins de l'étude.

Pour les boulangeries, la démarche retenue a été le ratissage systématique de toutes les boulangeries de la ville de Cotonou et environ pour mieux cerner la question du blé.

ANNEXE 4 : QUESTIONNAIRE ENTREPRISE

REPUBLIQUE DU BENIN

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

IMPACT DE LA FLAMBEE DES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET PETROLIERS DE LA PERIODE DE 2010-2011 SUR
L'ECONOMIE BENINOISE

QUESTIONNAIRE ENTREPRISE

I - IDENTIFICATION

Nom de l'enquêteur : Date de l'entretien:

Q1.1. Nom ou raison sociale de l'entreprise :

Q1.2 Adresse :

Q1.3 Nom du Dirigeant :

Q1.4 Nom du répondant.....

Q1.5 Fonction du répondant

II- IMPACT DE LA FLAMBÉE DES PRIX MONDIAUX DU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2010 SUR L'ACTIVITÉ DES ENTREPRISES AU BÉNIN

Q2.1 Quel(s) produit(s) importez-vous ?

☐ Riz ☐ Blé/farine de blé ☐ Sucre ☐ Maïs ☐ Huile végétale (préciser.....)

☐
Autres à préciser.....

Q2.2. Avez-vous importé ces produits depuis le 3^{ème} trimestre 2010 ?

Produits	oui	non
Riz		
Maïs		

Blé/Farine		
Huile végétale		
Sucre		
Autres		

(si non à tous les produits, aller à Q2.8)

Q2.3 Avez-vous senti une hausse des prix de ces produits sur le plan mondial depuis juin 2010 ?

Produits	oui	non
Riz		
Maïs		
Blé/Farine		
Huile végétale		
Sucre		
Autres		

Q2.4 Quel est le niveau de votre importation de 2010 à ce jour ?

	Importation au cours de la 1 ^{ère} moitié de 2010		Importation au cours de la 2 ^{ème} moitié de 2010		Importation à fin août 2011		Prévision à fin 2011	
Produits	Quantité (préciser l'unité)	Valeurs	Quantité (préciser l'unité)	Valeurs	Quantité (préciser l'unité)	Valeurs	Quantité (préciser l'unité)	Valeurs
Riz								
Maïs								
Blé/Farine								
Huile végétale								
Sucre								

Q2.5 Quels sont vos pays fournisseurs?

Pays	cocher le pays
Belgique	
Brésil	
Chine	
Cote d'Ivoire	
Egypte	
Emirats A.	
Espagne	
France	
Ghana	
Hong Kong	
Inde	
Indonésie	

Pays	cocher le pays
Islande	
Liban	
Liechtenstein	
Malaisie	
Turquie	
Etats Unis	
Viet Nam	
Maroc	
Maurice	
Nigeria	
Pakistan	
Pays Bas	

Pays	cocher le pays
Sénégal	
Singapour	
Suisse	
Thaïlande	
Togo	
Tunisie	
Turquie	
Autres à préciser	
Autres à préciser	

Q2.6 Quelles sont les destinations de vos importations ?

	oui	non
consommation interne		
réexportation		
Autres (préciser)		

Q2.7 Qui sont vos principaux clients? (plusieurs réponses sont possibles)

a – les grossistes locaux

b – les semi-grossistes locaux

c - les détaillants locaux

d – les étrangers

Q2.8 Avez-vous vendu des produits importés depuis juin 2010 à ce jour ?

Oui ☐

☐ Non (si non, aller à Q2.12)

Q2.9 Prix de vente des produits

Produit	Unité	Prix de cession avant la 1 ^{ère} moitié de 2010	Prix de cession pendant la seconde moitié de 2011	Prix de cession après la seconde moitié de 2010
Riz				
Maïs				
Blé/Farine				
Huile végétale				
Sucre				
Autres(préciser)				
Autres(préciser)				

Q2.10 Dans quelle proportion les prix de vente du riz ont-ils montés du fait de l'inflation mondiale

	Riz	Sucre	Huile végétale	Blé/Farine	Maïs	Autres
1 à 10%						
11 à 20%						
21 à 30%						
31 à 40%						
41 à 50%						
Plus de 50%						

Q2.11 Comment avez-vous réagi face à cette hausse des prix ?

- 1- Baisse de la marge bénéficiaire
- 2- Hausse du prix de cession
- 3- Les deux

Q2.12 Dans quelle proportion avez-vous varié le bénéfice et/ou le prix de cession ?

	Baisse de la Marge bénéficiaire	Hausse du prix de cession
1 à 10%		
11 à 20%		
21 à 30%		
31 à 40%		
41 à 50%		
Plus de 50%		
Autres à Préciser		

Q2.13 Comment a évolué votre chiffre d'affaires en période de hausse des prix ?

- 1- A la hausse
- 2- A la baisse
- 3- Stagnant

Q2.14 Quelle stratégie avez-vous développée pour faire face à cette hausse des prix ?

.....
.

III- PROGRAMME DE VÉRIFICATION DES IMPORTATIONS

NOUVELLE GÉNÉRATION

Q3.1 Avez-vous entendu parler du Programme de Vérification des Importations nouvelle génération (PVI) ?

Oui ☐ Non ☐

Q3.2 Pensez-vous que le PVI est une bonne réforme ?

- 1- Bonne réforme
- 2- Très bonne réforme
- 3- Sans effet
- 4- Mauvaise réforme
- 5- Très mauvaise réforme

Q3.3 Justifier votre réponse.

.....
.....

Q3.4 Pensez-vous que le PVI a entraîné la hausse des prix actuels ?

Oui ☐ Non ☐ (si non aller à Q2.17)

Q3.5 Si oui, justifier

.....

.....

Q3.6 Si non, justifier

.....

.....

Q3.7 Dans quelle proportion pensez-vous que la mise en application du PVI peut faire monter les prix ?

- 1- 1% à 10%
- 2- 11% à 20%
- 3- 21% à 30%
- 4- 31% à 40%
- 5- 41% à 50%
- 6- Plus de 50%

IV- RECOMMANDATIONS

Q4.00. Quelles suggestions faites-vous pour contenir l'inflation importée due à la hausse des prix des produits alimentaires au niveau mondial et du PVI ?

Suggestions produit alimentaires

.....

.....

Suggestions PVI

.....

.....

.....

ANNEXE 5 : QUESTIONNAIRE BOULANGERIE

REPUBLIQUE DU BENIN

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

IMPACT DE LA FLAMBEE DES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET PETROLIERS DE LA PERIODE DE 2010-2011 SUR L'ECONOMIE BENINOISE

Questionnaire Boulangerie

IDENTIFICATION

Département.....|_|_|	Nom de la boulangerie.....
Commune.....|_|_|	Nom du dirigeant
Arrondissement.....|_|_|	Nom du répondant
Village / Quartier.....|_|_|	Fonction du répondant.....
Adresse	

N°	Questions				Réponses		Saut
Q01	Quelle est votre source d’approvisionnement en farine de blé ?				/ ____/	Si 2→Q05	
	1=Importation						
	2=Achat sur le marché local						
	3=les deux						
Q02	Si importation, avez-vous importé de 2010 à aujourd’hui ?				/ ____/		
	1=OUI 2=NON						
Q03	Avez-vous senti une hausse du prix du produit depuis juin 2010 ?				/ ____/		
	1=OUI 2=NON						
Q04	Importation 1 ^{er} semestre 2010		Importation 2 ^{ème} semestre 2010		Importation 2011		
	Quantité (préciser)	Valeur (en millier FCFA)	Quantité (préciser)	Valeur (en millier FCFA)	Quantité (préciser)	Valeur (en millier FCFA)	

Impact de la flambée des prix des produits alimentaires et pétroliers de la période 2010-2011 sur l'économie béninoise

	l'unité)		l'unité)		l'unité)		
	
Q05	Avez-vous senti une hausse du prix sur le marché ? 1=OUI 2=NON					/___/	
Q06	Prix du sac Importation au 1 ^{er} semestre 2010		Prix du sac Importation au 2 ^{ème} semestre 2010		Prix du sac en 2011		
		
Q07	Comment appréciez-vous l'évolution du prix depuis juin 2010 ? 1=Fluctuation saisonnière normale 2=Augmentation brusque par moments 3=Augmentation graduelle mais élevée 4=Autres (à préciser).....					/___/	
Q08	Comment avez-vous réagi face à cette hausse des prix ? 1=Baisse de la marge bénéficiaire 2=Hausse du prix de cession en gros 3=Les deux						(Si 2 aller à Q10) (Si 3 aller à Q11)
Q09	Dans quelle proportion aviez-vous réduit, la marge de bénéfice que vous réalisez en période de hausse des prix ? 1% à 10% 11% à 20% 21% à 30% 31% à 40% 41% à 50% Plus de 50% Autres à préciser.....						

Q10	De combien avez-vous augmenté le prix de cession par unité (pour les ventes en gros) ? (préciser l'unité de gros)		
Q11	Comment avez-vous agi sur les deux ?		
Q12	Quelles autres stratégies d'ajustement avez-vous développé face à la hausse des prix ?		
Q13	Avez-vous entendu parler du Programme de Vérification des Importations- Nouvelle Génération (PVI-NG) ? 1=OUI 2=NON	/___/	Si 2→Q22
Q14	Quelle est votre appréciation de cette réforme PVI-NG ? 1=Très bonne réforme 2=Bonne réforme 3=Mauvaise réforme 4= Très mauvaise réforme 5=Indifférent (pas d'avis)	/___/	
Q15	Justifiez votre réponse	/___/ /___/ /___/	
Q16	Pensez-vous que le PVI-NG a entraîné une hausse des prix ? 1=OUI 2=NON		
Q17	Justifiez votre réponse	/___/ /___/ /___/	
Q18	Dans quelle proportion le prix de la farine du blé a-t-il augmenté ?	/___/	
Q19	Pensez-vous que la mise en application du PVI-NG peut entraîner une hausse du prix du blé ?	/___/	

	1=OUI 2=NON		
Q20	<p>Dans quelle proportion pensez-vous que la mise en application du PVI peut faire monter les prix ?</p> <p>1=1% à 10%</p> <p>2=11% à 20%</p> <p>3=21% à 30%</p> <p>4=31% à 40%</p> <p>5=41% à 50%</p> <p>6=Plus de 50%</p>	/___/	
Q21	<p>Justifiez votre réponse</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>	<p>/___/</p> <p>/___/</p> <p>/___/</p>	
Q22	<p>Quelles suggestions faites-vous pour contenir l'inflation liée à la hausse du prix mondial du blé ?</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>	<p>/___/</p> <p>/___/</p> <p>/___/</p>	
Q23	<p>Quelles suggestions faites-vous pour contenir l'inflation liée au PVI-NG ?</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>	<p>/___/</p> <p>/___/</p> <p>/___/</p>	

ANNEXE 6 : METHODOLOGIE D'ECHANTILLONNAGE : VOLET MENAGE

L'enquête ménage a porté sur les douze (12) départements du Bénin. Ce niveau de couverture de l'enquête a été retenu pour augmenter les chances de tenir compte des principales zones de migration entre le Bénin et la Côte-d'Ivoire. L'effectif des ménages à enquêter, dans chaque département, a été retenu en considérant les poids démographiques des départements.

- A l'intérieur de chaque département, deux communes ont été retenues : une commune rurale et une commune urbaine. La commune urbaine est celle qui a le plus grand taux d'urbanisation dans le département considéré. C'est l'inverse pour la commune rurale.
- A l'intérieur de chaque commune, les arrondissements sont choisis suivant leur position géographique : un arrondissement à chaque extrémité et un arrondissement au centre de la commune, soit au total trois (03) arrondissements. Pour certaines communes faiblement peuplées, deux arrondissements ont été choisis.
- A l'intérieur des arrondissements, les quartiers choisis sont ceux ayant un poids démographique important. Les ménages dans les quartiers sont choisis de façon aléatoire. Il est demandé qu'un saut de cinq (05) maisons au moins soit observé entre deux (02) ménages.

L'ensemble des tableaux de répartition de l'échantillon se présente comme suit :

Tableau 9 : Répartition de l'échantillon

Départements	Communes	Arrondissements	Nombre quartiers/Villages	Nombre Ménages
Ouémé	Porto-Novo	1er	3	17
		3e	3	15
		5e	3	22
	Avrankou	Achoukpa	3	28
		Kouty	2	18
		Avrankou	3	21
Plateau	Pobè	Ahoyèyè	2	4
		Issaba	2	5
		Pobè	3	5
	Adja-Ouèrè	Ikpilè	2	16
		Oko-Akaré	2	11
		Adja-Ouèrè	3	15
Littoral	Cotonou	1er	3	44
		7e	3	31
		13e	3	52
Atlantique	Ouidah	Avlékété	2	11
		Pahou	2	27
		Ouidah IV	2	15
	Zè	Adjan	2	18
		Hèkanmè	2	27
		Zè	2	41
Mono	Athiémé	Adohoun	2	22
		Dedekpoe	2	6

Départements	Communes	Arrondissements	Nombre quartiers/Villages	Nombre Ménages
	Comé	Athiémé	3	23
		Agatogbo	2	4
		Ouédémè -Pédah	2	3
		Comé	3	9
Couffo	Dogbo	Ayomi	2	4
		Lokogohouè	2	2
		Tota	3	8
	Lalo	Adoukandji	2	15
		Hlassamè	2	21
		Lalo	2	19
Zou	Bohicon	Agongointo	2	6
		Ouassaho	2	13
		Zogbodomey	2	11
	Djidja	Agondji	2	24
		Monsourou	2	24
		Zogbodomey	2	27
Collines	Ouessè	Challa-Ogoi	2	17
		Kilibo	2	24
		Ouèssè	2	20
	Savè	Bessè	2	5
		Sakin	2	4
		Plateau	2	8
Atacora	Matéri	Dassari	2	14
		Tantéga	2	12
		Matéri	2	15
	Kérou	Brignamaro	2	8
		Kérou	2	17
Donga	Djougou	Barei	2	5
		Patargo	2	12
		Djougou	2	9
	Bassila	Alédjo	2	4
		Bassila	3	8
Borgou	Parakou	1er	3	22
		3e	3	12
	Tchaourou	Alafiarou	2	8
		Goro	2	5
		Tchaourou	2	31
Alibori	Gogounou	Bagou	2	15
		Sori	2	16
		Gogounou	2	9
	Malanville	Garou	2	3
		Madecali	2	3
		Malanville	2	7

ANNEXE 7 : QUESTIONNAIRE MENAGE

Questionnaire ménage

IDENTIFICATION

01 Département.....|_|_|	04 Village / Quartier.....|_|_|
02 Commune.....|_|_|	05 Numéro de ménage.....|_|_|
03 Arrondissement.....|_|_|	

IDENTIFIANT (A ne pas remplir)

_ _	_ _	_ _	_ _	_ _
Dep	Commune	Arrond	Vill/Qart	N°Ménage

Superviseur	Enquêteur	Codification	Saisie
Nom_____ /__/	Nom_____ /__/	Nom_____ /__/	Nom_____ /__/

Caractéristiques sociodémographiques du ménage

Q06	Q07	Q08	Q09	Q10	Q11	Q12
Nom et prénom du répondant	Statut du répondant	sexe	Age	Ethnie Nationalité	Religion	Situation matrimoniale
.....	1=Chef du ménage 2=Épouse du CM 3=Enfant 4=Neveu 5=Autres parents 6=Amis	1=Masc 2=Fém	Années révolues Ne sait pas	Ethnie (pour les Béninois) Nationalité (pour les non béninois)	1=Catholique 2=Protestant/Evangélique 3=Autre religion chrétienne 4=Musulman 5=Animiste 6=Autre religion 7=Sans religion 9=Non déclaré	1=Célibataire 2=Marié monogame 3=Marié polygame 4=Divorcé /Séparé 5=Veuf (ve) 6=Union libre (concubinage) 9=Non déclaré
	/__	/__	/__/_	/__	/__	/__

Q13	Q14	Q15	Q16	Q17	Q18	Q19
Niveau d'instruction	Alphabétisation	Situation d'occupation	Profession ou occupation principale	Situation dans l'occupation	Taille du ménage	Revenu du chef du ménage
Aucun .....0	0=Ni lire ni écrire	1=Occupé	.....	1=Salarié public	/ / /	(en millier
Primaire.....1	1=Sait lire	2=Chômeur	.....	2=Salarié privé		FCFA)
Secondaire 1 ^{er} cycle ..2	2=Sait lire et écrire	3=En quête d'emploi	.....	3=Patron		1= <30
Secondaire 2 ^{ème} cycle 3		4=Elève / Etudiant	.....	4=Indépendant		2=[30-50]
Supérieur .....4	(poser cette question si Q13=0=Aucun)	5=Retraité / Rentier	.....	5=Aide familiale		3=[50-100]
Si 1 à 4→Q15		6=Ménagère		6=Apprenti	4=]100-250]	
		7=Invalide		7=Tâcheron	5=]250 500]	
		9=Non déclaré		9=Non déclaré	6=500 et plus	
/ /	/ /	/ /	/ /	/ /	/ /	/ /

A/ Conditions d'habitation et accès aux infrastructures

A101	A102	A103	A104	A105	A106	A107
III. Nature du mûr	III. Alimentation en eau	Mode d'éclairage	Lieu d'aisances	Mode d'évacuation des eaux usées	Mode d'évacuation des ordures ménagères	IIII. Accès aux soins de santé

Impact de la flambée des prix des produits alimentaires et pétroliers de la période 2010-2011 sur l'économie béninoise

1=Bois 2=Banco ou terre battue 3=Semi -dur 4=Dur 5= Autres matières végétales	1=Eau courante (SONEB) 2=Pompe 3=Puits 4=Source, rivière, marigot 5= SONEB et puits 6= Pompe et puits 7=Autres (à préciser)	1=Electricité (SBEE) 2=Electricité (groupe) 3=Lampe 4=SBEE+Lampe 5=Lampe+groupe 6=Autres (à préciser)	1 = WC avec chasse 2 = WC sans chasse 3 = Latrines dans la cour 4 = Latrines hors de la cour 5 = Dans la nature 6= Autres (A préciser).....	Comment évacuez-vous vos eaux usées ? 1=Dans la rue 2=Puits perdus 3=Fosse septique 4=Canalisation moderne. 5=Dans la nature 6= Autres (A préciser).....	Comment évacuez-vous vos ordures ménagères ? 1=Ramassage par un service privé 2=Ramassage par service public 3=Déversement dans un lieu public aménagé 4=Dans la rue 5=Dans la nature 6= Autres (A préciser)	1=Centre de santé Pub 2=Clinique Priv 3=Auto med 4=Guérisseur Trad 5=Autres (à préciser)
/__	/__	/__	/__	/__	/__	/__

Volet crise alimentaire			
N°	QUESTIONS	REPONSES	SAUT
D101	Combien de repas assurez-vous à votre ménage par jour ?	/__	
D102	Quels sont les repas que vous assurez à votre ménage par jour ? A=Petit déjeuner.....1 OUI 2 NON B=Déjeuner.....1 OUI 2 NON C=Goûter.....1 OUI 2 NON D=Dîner.....1 OUI 2 NON E=Autres (à préciser).....	A /__ B /__ C /__ D /__ E /__	
D103	Parmi ces repas, lesquels sont consommés à la maison ? A=Petit déjeuner.....1 OUI 2 NON B=Déjeuner.....1 OUI 2 NON C=Goûter.....1 OUI 2 NON D=Dîner.....1 OUI 2 NON E=Autres (à préciser).....	A /__ B /__ C /__ D /__ E /__	Si tous les repas sont consommés à la maison aller à D106
D104	Pour les repas consommés hors de la maison, qu'avez-vous constaté pour le service depuis il y a un an ? A=Augmentation du prix des services.....1 OUI 2 NON	A /__	Si seulement D est oui aller D106

	B=Diminution des quantités pour le même prix.....1 OUI 2 NON C=Diminution de la qualité du repas servi.....1 OUI 2 NON D=Aucun constat.....1 OUI 2 NON E=Autres (à préciser).....	B /___/ C /___/ D /___/ E /___/	
D105	Face à cette situation, quel comportement avez-vous adopté ? A=Abandon total de consommer hors de la maison.....1 OUI 2 NON B=Abandon de certaines catégories de repas hors de la maison.....1 OUI 2 NON C=Diminution de la fréquence .....1 OUI 2 NON D=Consommation par plaisir.....1 OUI 2 NON E=Consommation par nécessité.....1 OUI 2 NON F=Autres (à préciser).....	A /___/ B /___/ C /___/ D /___/ E /___/ F /___/	
D106	Quels sont les aliments que vous avez l'habitude de consommer ? A Riz .....1 OUI 2 NON B Maïs .....1 OUI 2 NON C Pain / Produit de pâtisserie .....1 OUI 2 NON D Sucre .....1 OUI 2 NON E Huiles alimentaires.....1 OUI 2 NON F Igname.....1 OUI 2 NON G Manioc / Gari.....1 OUI 2 NON H Autres tubercules.....1 OUI 2 NON I Haricot.....1 OUI 2 NON NON.....1 OUI 2 NON Autres 1 2..... 3.....	A /___/ B /___/ C /___/ D /___/ E /___/ F /___/ G /___/ H /___/ I /___/ J /___/ K /___/	

D107	<p>Lieu d'approvisionnement</p> <p>A Chez la bonne dame ou le boutiquier du quartier.....1 OUI 2 NON</p> <p>B Au petit marché du "coin".....1 OUI 2 NON</p> <p>C Détaillant du grand marché de la localité.....1 OUI 2 NON</p> <p>D Chez les grossistes.....1 OUI 2NON</p> <p>E Auto-production.....1 OUI 2 NON</p> <p>F Approvisionné par les parents / amis / etc.....1 OUI 2 NON</p> <p>G Autres (à préciser).....</p>	<p>A /___/</p> <p>B /___/</p> <p>C /___/</p> <p>D /___/</p> <p>E /___/</p> <p>F /___/</p> <p>G /___/</p>	
D108	<p>Avez-vous constaté, ces douze derniers mois, une hausse des prix des produits suivants ?</p> <p>A Riz .....1OUI 2 NON</p> <p>B Maïs .....1OUI 2 NON</p> <p>C Pain / Produits de pâtisserie.....1OUI 2 NON</p> <p>D Sucre .....1OUI 2 NON</p> <p>E Huile de alimentaire.....1OUI 2 NON</p> <p>Autres 1</p> <p>2.....</p> <p>3.....</p>	<p>A /___/</p> <p>B /___/</p> <p>C /___/</p> <p>D /___/</p> <p>E /___/</p>	
D109	<p>A combien achetez-vous ces produits il y a un an ?</p> <p>A Un kilo de riz</p> <p>B Un kilo de maïs</p> <p>C Une baguette de pain.....</p> <p>D Un paquet de sucre</p> <p>E Un litre d'huile alimentaire.....</p> <p>Autres 1</p> <p>2.....</p>	<p>A</p> <p>/___/___/___</p> <p>/</p> <p>B</p> <p>/___/___/___</p> <p>/</p> <p>C</p> <p>/___/___/___</p> <p>/</p> <p>D</p> <p>/___/___/___</p>	

	3..... (Les pointillés sont réservés pour donner éventuellement la quantité et le prix du produit acheté)	/ E /_/_/_/_/ / /_/_/_/_/ /	
D110	A combien achetez-vous ces produits actuellement ? A Un kilo de riz B Un kilo de maïs C Une baguette de pain..... D Un paquet de sucre E Un litre d’huile alimentaire..... Autres 1 2..... 3..... (Les pointillés sont réservés pour donner éventuellement la quantité et le prix du produit acheté)	A /_/_/_/_/ / B /_/_/_/_/ / C /_/_/_/_/ / D /_/_/_/_/ / E /_/_/_/_/ / /_/_/_/_/ /	
D111	Depuis combien de mois avez-vous constaté ces dernières évolutions des prix ? A Riz B Maïs C Baguette de pain D Sucre E Huile alimentaire Autres 1 2..... 3.....	A /_/_/ B /_/_/ C /_/_/ D /_/_/ E /_/_/	
D112	Quelles appréciations faites-vous de l’évolution des prix des produits alimentaires sur les douze derniers mois ? 1=Fluctuations saisonnières habituelles 4=Aucune variation observée 2=Légère augmentation des prix 6=Diminution des prix	/_/_/	Si 4→D114

	3=Augmentation rapide du niveau des prix 5=Autres (à préciser)		
D113	<p>Dans quelle proportion estimez-vous la hausse ou la diminution constatée des prix des produits</p> <p>A Riz/____/ 1= 1% à 10% 2=11% à 20%</p> <p>B Maïs/____/ 3= 21% à 30% 4=31% à 40%</p> <p>C Baguette de pain/____/ 5=41% à 50% 6=Plus de 50%</p> <p>D Sucre/____/ 7=Ne sait pas</p> <p>E Huiles alimentaires...../____/</p> <p>Autre 1</p> <p>2.....</p> <p>3.....</p>	A /____/ B /____/ C /____/ D/____/ E /____/ F/____/	
D114	<p>Quelles sont les influences de la hausse des prix sur vos habitudes alimentaires ?</p> <p>A Diminution de nombre de repas par jour</p> <p>B Diminution de la quantité de repas servi</p> <p>C Diminution de la qualité du mets servi</p> <p>D Diminution de la quantité de repas des grands au profit des petits</p> <p>E Substitution à des repas moins chers</p> <p>F Autres (à préciser)</p>	A /____/ B /____/ C /____/ D/____/ E /____/ F/____/	
D115	<p>Pendant les périodes de flambée de prix ou dès que vous présentez une augmentation des prix, constituez-vous des stocks de certains produits ? 1 OUI 2 NON</p>	/____/	Si 2→D117
D116	<p>Si oui, parmi les produits suivants, lesquels vous augmentez la demande (constitution des stocks) pendant les périodes de flambée des prix des produits alimentaires ?</p> <p>A Riz</p> <p>B Maïs</p> <p>C Pain / Produit de pâtisserie</p> <p>D Sucre</p>	A /____/ B /____/ C /____/ D /____/	

	E Huiles alimentaires F Igname G Manioc / Gari H Autres tubercules I Haricot J Conserves Autres 1 2..... 3.....	E /___/ F /___/ G /___/ H /___/ I /___/ J /___/ K /___/	
D117	Parmi les produits suivants, lesquels vous diminuez les quantités pendant les périodes de crises inflationnistes ? A Riz B Maïs C Baguette de pain D Sucre E Huiles alimentaires) Autres 1 2..... 3.....	A /___/ B /___/ C /___/ D/___/ E /___/ F/___/	
D118	Pendant les périodes de flambée des prix, avez-vous l'habitude de substituer certains produits à d'autres ? 1 OUI 2 NON	/___/	Si 2→D120
D119	Si oui quels produits consommez-vous à la place des produits suivants ? A Riz B Maïs C Baguette de pain D Sucre E Huile alimentaire Autres 1 2..... 3.....	(A ne pas remplir) A /___/ B /___/ C /___/ D/___/ E /___/ F/___/	

	(Pour autres produits, écrire le nom du produit suivi de celui de la substitution)		
D120	<p>En période de difficulté, recourrez-vous à certaines pratiques pour vous nourrir ?</p> <p>A Emprunt dans une institution financière.....1 OUI 2 NON</p> <p>B Emprunt chez un particulier .....1 OUI 2 NON</p> <p>C Achat de vivres à crédit.....1 OUI 2 NON</p> <p>E Autres (à préciser).....</p>	<p>A /___/</p> <p>B /___/</p> <p>C /___/</p> <p>E /___/</p>	
D121	<p>Selon vous, qu'est-ce qui explique l'évolution des prix des produits alimentaires ?</p> <p>A=Augmentation des cours mondiaux</p> <p>B=Mauvaise saison / Mauvaise récolte de la campagne passée</p> <p>C=Augmentation du coût des produits pétroliers</p> <p>D=Augmentation des salaires</p> <p>E= Spéculation d'impact PVI-NG</p> <p>F=Ne sait pas</p> <p>G=Autres (à préciser)</p>	<p>A /___/</p> <p>B /___/</p> <p>C /___/</p> <p>D/___/</p> <p>E /___/</p> <p>F/___/</p> <p>G /___/</p>	Si l'enquête mentionne PVI, passer à la question D123
D122	<p>Avez-vous entendu parler du Programme de Vérification des Importations-Nouvelle Génération (PVI-NG) ? 1=OUI 2=NON</p>	/___/	Si 2→D129
D123	<p>Si oui que pensez-vous du PVI-NG</p> <p>1=Très bonne réforme</p> <p>2=Bonne réforme</p> <p>3=Indifférent (sans effet)</p> <p>3=Mauvaise réforme</p> <p>4=Très mauvaise réforme</p> <p>5=Autres (à préciser)</p>	/___/	
D124	<p>Justifiez votre réponse</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>		

D125	Pensez-vous que le PVI-NG a entraîné une hausse des prix actuels ? 1=OUI 2=NON	/__/	Si 2→D127
D126	Si oui, justifier		Allez à D128
D127	Si non, justifier		
D128	Dans quelle proportion pensez-vous que la mise en application du PVI peut faire monter les prix ? A Riz/__/ 1= 1% à 10% 2=11% à 20% B Maïs/__/ 3= 21% à 30% 4=31% à 40% C Blé/__/ 5=41% à 50% 6=Plus de 50% D Sucre/__/ E Huile de palme/__/ Autres 1 2..... 3.....	A /__/ B /__/ C /__/ D/__/ E /__/ F/__/	
D129	Quelles suggestions faites-vous pour contenir l'inflation liée à la hausse des prix des produits alimentaires ?		Si D122=2 alors fin du l'entretien
D130	Quelles suggestions faites-vous pour contenir l'inflation liée au PVI-NG ?		

EQUIPE DE REDACTION

SUPERVISION

Boko BAGUIDI

Directeur Général des Affaires Économiques (DGAE)

DIRECTION TECHNIQUE

Bachir SOUBEROU

Directeur de la Prévision et de la Conjoncture (DPC)

COORDINATION

Habib TIDJANI

Chef du Service du Suivi Budgétaire et de l'Analyse Conjoncturelle (SSBAC)

EQUIPE DE REDACTION

Yves A. KOKOU

Noukpo GOUTON

Elie IDOHOU

Calixte MAHOUGBE

Charles Constant YEHOUEYOU

Prince Audrey M. SOHOU

Joseph Dona AKOWE

Flavien DAGBA

Aurélien Sétondji AHAN

Alban A. G. KOUTCHADE

APPUI TECHNIQUE

Aristide MEDENOU

Gafari DIALLO

Léopold VIDJINAGNI

Patrick ADJOU

Rodrigue Noutaï HONKPEHEDJI

Armand N. CHABI

Ferdinand Dossou V. BOKO

Augustin Ayédjo TOKOU

Mise en page

A. Yves KOKOU